Vendredi

31 mars 1995 n° 243 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Avec vous, jusqu'au bout

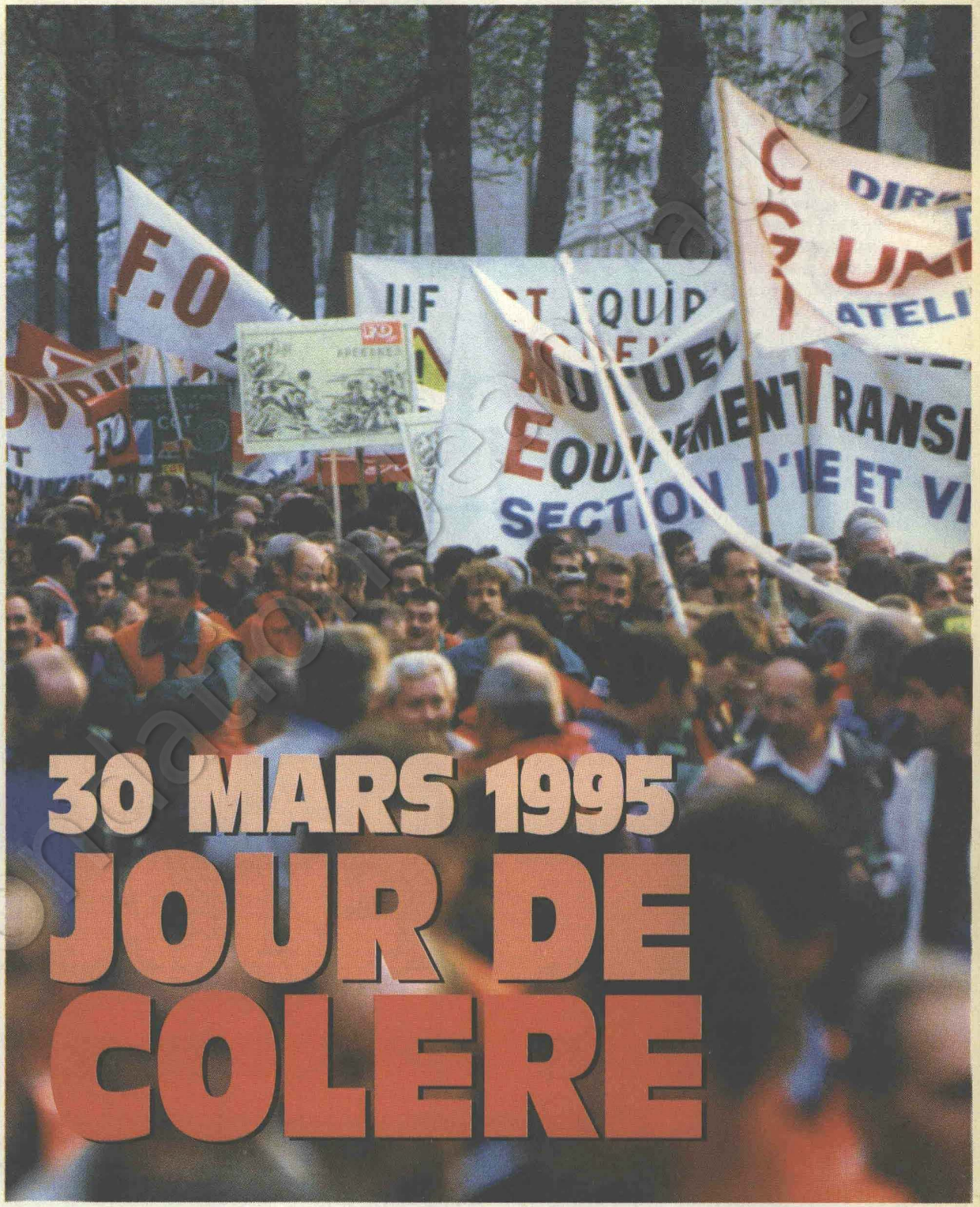
Conflits sociaux, mouvements de grève, revendications et débrayages se multiplient. Chaque jour, depuis le début de l'année, des milliers d'hommes et de femmes cessent le travail pour protester contre la stagnation des salaires, contre la baisse du pouvoir d'achat, contre la détérioration de leurs conditions de travail, rappelant à celles et ceux qui l'auraient oublié que le mouvement social fait partie du mouvement même de la vie.

Mais les salariés ne se battent pas seulement pour l'amélioration de leur situation individuelle. Chez Renault, chez Chausson et à Alsthom, à Air France, à Air Inter, comme à la Poste, à la RATP ou à la SNCF, ils exigent que la solidarité de la nation s'organise. Au moment où la reprise se fait sentir dans notre pays, ils refusent de se résigner à ce que les fruits de la croissance retrouvée n'aillent que vers les entreprises et les profits. Pour que le chômage soit enfin enrayé, ils souhaitent une véritable relance qui s'appuie sur la consommation, sur la création nécessaire d'emplois de service public, sur la mise en chantier à l'échelle européenne de grandes infrastructures. Ils demandent la fin du programme absurde de privatisations engagé par le Gouvernement afin que l'État ne conserve pas de l'appareil économique qu'il a forgé et développé les seules sociétés en déficit. Enfin, partout en France, les salariés veulent maintenant qu'une baisse significative de la durée du temps de travail, sans réduction de salaire, soit enclenchée.

Cette volonté des salariés n'a pas grand chose à voir avec les étranges propos de Jean Gandois, le nouveau président du CNPF. Parlant de flexibilité du travail et des revenus, il expliquait benoîtement, il y a quelques jours, que les salaires devaient accompagner la prospérité de l'entreprise. Mais il ajoutait aussitôt au nom des "mêmes principes" -ce que peu d'observateurs ont noté- qu'ils devaient décroître dans les périodes moins favorables. Comme si, lorsqu'une entreprise dépose son bilan, on demandait aux actionnaires de rendre les bénéfices encaissés auparavant.

Revenons-en donc à un message clair. Pour l'emploi comme pour les salaires, il faut redistribuer. Jeudi, c'est ce mot d'ordre que le monde du travail, celui qui n'a que faire des petites querelles de MM. Balladur et Chirac, a voulu faire entendre. Les socialistes sont avec eux, sans réserve, parce qu'ils savent que le progrès social n'a jamais été octroyé mais qu'il a toujours fallu le conquérir.

Jean Emmanuelli



30 MARS 1995 JOUR DE COLÈRE

EMMANUELLI DANS LA CAMPAGNE
Mobilisation générale dans les sections, branle-bas dans les fédérations, au service de Lionel Jospin, Solférino monte en ligne.
Entretien p. 4 et 5

REDISTRIBUTION, J'ÉCRIS TON NOM !
Pour les salaires et pour l'emploi, ils manifestent. "Vendredi" fait le tour de France des conflits.
Le dossier de Serge Briand p. 8 et 9

PANSER L'HÔPITAL
22 000 lits supprimés par ci, 22 000 lits remis par là, entre Douste-Blasé et Douste-Blazer, les personnels de santé ont en assez.
L'article de Claude Pigement p. 6

SI J'ÉTAIS COPAIN...
Lionel, on t'aime, Lionel, on te veut, mais souris donc un peu.
La chronique de Jean Vermorel p. 10

ISSN 0995-0583

Le billet de Vendredi

La France est debout.
La France bouge.
La France attend la relève.
Ces dernières semaines,
les salariés sont repartis
en guerre contre la dureté de
la crise en dénonçant une
politique qui semble, une
nouvelle fois, les avoir
oubliés. Ces exclus
de l'abondance réclament
aujourd'hui, haut et fort, une
nouvelle justice sociale.
Après les jeunes contre
le CIP et la loi Bayrou,
le peuple est au cœur
de ces mouvements sociaux
et clame son dégoût
de cette démocratie
sondagière,
de ce gouvernement digne
d'une république bananière.
Le peuple est là qui relève la
tête dans cette foule désabu-
sée, revendicatrice et qui ne
croit plus
aux formules magiques,
aux réformes illusoires.
Le silence d'une droite
qui se chamaille autour
du menu du jour impose plus
encore à la gauche
un devoir de réponse.
Les socialistes mènent
la campagne de l'espoir avec,
à leur tête,
Lionel Jospin.
Leur candidat-citoyen,
battant, intègre, et certain
que sa force de conviction
saura regagner
l'écoute perdue
du monde du travail,
fera passer le mot d'ordre
de solidarité
et de justice sociale.
Que le cœur et la raison
se rejoignent et que toutes
les forces de progrès
rassemblées répondent
à cet appel.

Ve

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 05 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Photo : Pascal Lebrun (78.53) - Maquette : Christine Lovinger (78.92) - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- Secrétariat : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PGE - (94) Saint-Mandé – Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Crédit Photo : P. Lebrun
Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

NI VEAUX, NI POIRES, LES FRANÇAIS VEULENT D



Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. Quand le Premier ministre s'ensable, le maire de Paris s'envole. Le RPR est devenu la tarte Tatin de la vie politique française.

Lorsqu'un côté est cuit, on déguste l'autre. Mais c'est toujours la même tarte. Lorsque l'amateurisme de Balladur ne passe plus, on doit digérer la démagogie de Chirac, mais c'est toujours la même tarte. Lorsque l'agité court dans tous les sens puis s'essouffle, on nous ressert l'autre part, celle du monarque responsable capable de gouverner. Lorsque le grand bourgeois des beaux quartiers ne contrôle plus son flegme d'apparat et relâche son langage, l'amateur de tête de veau en appelle à la sagesse et au rassemblement. Et cette mascarade atteint son comble quand le roi du zig-zag nous joue son dernier rôle. Pas de polémique, pas d'affrontement, pas de faux-pas qui risqueraient de rappeler à la mémoire des électeurs de bien vilains défauts, mais des promesses pour tout le monde, de la fausse modestie, le rôle si bien joué du martyr qui revient de loin.

De qui se moque-t-on ? La campagne électorale va-t-elle se sortir de cette scandaleuse supercherie ? Les uns et les autres qui vivaient hier sous la même tente cherchent aujourd'hui à faire la différence sur la forme, à défaut de pouvoir la faire sur le fond. Car si l'emballage varie quelque peu, la lessive qu'ils vendent est la même. C'est «enzyme-glouton» contre «mini-doux», «l'anti-redéposition» contre «l'adoucisseur incorporé». Au bout, ce sont toujours les mêmes qu'ils veulent lessiver : ceux qui ne payent rien pour attendre, à défaut de payer pour voir. Ceux à qui l'on refuse le droit de savoir : quelles réponses pour demain aux grandes

L'hélicoptère du destin

Si l'on veut bien croire -ne serait-ce que l'espace d'un court instant- que cette affaire est cousue d'un fil trop blanc pour avoir été entièrement montée par les fins stratèges de Matignon et les apprentis barbouzes de la Place Beauvau, il y a dans la dernière aventure aérienne de M. Balladur comme un triple signe du destin. Cet hélicoptère pris dans la tourmente, cherchant aveuglé le terrain vague où il pourrait se poser, passant de Tarascon à Cucugnan en navigant à l'estime, privé de tous les instruments, se cognant au plafond des nuages comme un gros bourdon aux vitres d'une cuisine, ressemble à s'y méprendre à cette France que l'époux attentionné de la digne Marie-Josèphe conduit à la petite semaine au gré des sondages, cherchant à grapiller, ici des voix, là des soutiens, au mépris de l'intérêt général et du bien public. Ce Premier ministre abandonné, le pouce levé au bord de la route comme pour demander grâce, pour implorer que cesse le Blitzkrieg que lui impose le taurillon de Corrèze, n'est-ce pas un pitoyable écho du «passage», roman giscardesque à l'eau-de-rose devenu le best-seller de la gare de Chamalières, qui voyait un automobiliste graveleux, saisi du démon de midi, lorgner sous les jupes de la France s'avançant sous les traits d'une aguichante autostoppeuse ? Cette Mercédès rutilante et ces deux chiens-loups, la gueule écumante, s'arrêtant pour recueillir le malheureux Edouard n'est-ce pas la représentation édifiante d'une droite éternellement autoritaire et irrémédiablement possédante ? Les hommes qui font l'histoire ne savent pas l'histoire qu'ils font.

Marc-Antoine Muret

ÉBATTRE

questions de l'heure ? Quelle réponse pour le droit au logement ? Quelle réponse pour la réduction du temps de travail ? Quelle réponse pour l'école de la République ? Quelle réponse pour les salaires ? Justement, parlons-en des salariés. Après Renault et Air Inter, les mouvements se multiplient à la Poste, à la RATP et à la SNCF. Tous ces conflits sociaux expriment à l'évidence une attente sociale, une forte demande sociale, et la campagne électorale doit permettre d'y apporter des réponses de fond. M. Balladur ne s'en inquiète que pour une simple mais mauvaise raison : ces cris du peuple polluent le ciel déjà couvert de sa campagne. Alors oui, si l'on veut parler des salaires, «pourquoi pas» nous dit-il mais «de grâce, qu'on n'en fasse pas un argument électoral». Bel aveu. Chirac, lui, fait dans le camouflage : «la hausse des salaires, je suis pour...» ajoutant aussitôt «je parle des salaires directs». Qui ne comprend que les projets se rejoignent et que les salariés seront les dindons de cette farce ? D'où notre responsabilité plus lourde que jamais : parler au peuple de gauche, parler au monde du travail, parler aux salariés. Vous vous souvenez de notre campagne de la rentrée de septembre 1994 ? «Aux salariés, à tous ceux qui ont peur de ne plus l'être, à tous ceux qui aimeraient bien le devenir...» Notre adresse aux salariés, aux chômeurs, aux exclus, prend tout son sens, aujourd'hui, dans la campagne électorale.

La responsabilité de la gauche, autour de Lionel Jospin, est de casser le jeu pervers des deux candidats RPR

La responsabilité de la gauche, autour de Lionel jospin, notre candidat, est de casser aujourd'hui le jeu pervers des deux candidats du RPR. Le débat d'idées doit s'imposer, les masques du nouveau populisme de droite doivent être levés.

Le parti du progrès, du mouvement, de la justice sociale, c'est la gauche, pas la droite. «La France plus juste» du fond de scène de Lionel Jospin prolonge «la société plus juste» du congrès de Liévin. Il faudra se battre jusqu'au bout, expliquer notre projet et montrer que le débat RPR-RPR ne peut et ne pourra pas faire progresser la société française.

Jean Glavany

«De deux choses lune, L'autre, c'est le soleil»

Jacques Prévert



Les politologues du tout-Paris qui côtoyaient jadis la Cour de l'hôtel Matignon critiquent aujourd'hui ce qu'ils vantaient hier. Avec une maîtrise du paradoxe et sans crainte du ridicule, on est passé du comment a-t-il gagné au comment a-t-il perdu ? A la veille de l'ultime épreuve, sur une «Seine» politique houleuse, le vaisseau du monarque s'est laissé, contre toute attente, distancer par le radeau surmotorisé du maire de Paris (qui connait bien les lieux) et la vedette décapotée de Lionel Jospin qui, lentement mais sûrement, remonte le courant.

Cris d'alarme des plumes du microcosme parisien : Balladur, où es-tu ? Le cumul des erreurs apparaît au grand jour : une candidature déclarée depuis l'hôtel Matignon, le trop plein de sondages, la tiédeur pessimiste du candidat, l'affaire GSI -métaphore des années 90 des diamants de Bokassa-, le décalage social du Premier ministre avec le peuple qu'il désire gouverner...

Dans cette psychanalyse de l'échec, nos analystes occultent pourtant l'essentiel en négligeant le rôle capital joué par les jeunes dans la déconfiture de Balladur.

A une forte majorité, pendant les deux années écoulées, les 18-25 ans furent les seuls immunisés contre les mauvais effets de la sondagite aiguë dont la France balladurienne souffrait. Le questionnaire concocté alors pour les jeunes n'était qu'une fourbe mais vaine tentative d'effriter cette résistance. Et la résistance allait bientôt s'appeler révolte lorsque, par deux petits coups d'Etat successifs contre le CIP et la (scandaleuse) loi Bayrou, les nouvelles générations renvoyèrent Balladur et ses ministres à leurs chères études. Les pas et les chants des étudiants ouvraient la fracture qui disloquera, quelques semaines plus tard, le temple balladurien.

Sous les pavés de Paris, on se rappelait la plage et Balladur vivait encore l'Eden avant la chute. La campagne électorale ne refléta ensuite que la face à demi-cachée du personnage. Un homme à la triste morgue, moins sévère avec lui-même qu'avec les autres, un homme fragile finalement qui s'obstinait à freiner une France en mouvement. Tous les réactionnaires, disait Mao, sont des «tigres en papier»...

Le Premier ministre aura peut-être retenu cette leçon : sans démagogie ni calmants, il faut nous faire rêver, il faut nous écouter avant de nous sonder, il ne faut pas gâcher, à vingt ans, le plus bel âge de notre vie.

Le bulletin de vote ne sanctionne pas seulement un penchant idéologique, une tradition familiale, un geste de révolte, un non-choix que motive un dégoût général. Le vote, c'est aussi vouloir attraper la lune. Et dans les urnes s'empileront, dès l'aube du 23 avril, les songes profonds de tous les jeunes Français. Trop de rêves, peut-être, pour un seul homme.

CQFD Larmes de crocodile

Les faits ont une dizaine de jours, mais sont suffisamment révoltants pour qu'on y revienne. Wumba Nzaki-Beaurain, 34 ans, est Zaïrois, marié à une Française, Dominique, père aussi d'un petit garçon de deux ans, Joris. Un matin de la semaine dernière, il se rend avec son gosse à la préfecture de police pour régulariser une situation qui est, c'est vrai, à la marge. Dans l'après-midi, un coup de téléphone passé à la banque où elle travaille, informe sa femme que sa présence est requise à la préfecture. Arrivée sur place, un fonctionnaire lui colle son bambin dans les bras et la prévient que «son mari, en détention administrative, passera le lendemain devant un magistrat». La vérité ? Le lendemain, à l'heure du laitier, Wumba est embarqué de force dans un avion en partance pour Kinshasa. A la préfecture on soutient aujourd'hui que «des événements d'ordre privé tel qu'un mariage ou une paternité ne peuvent battre en brèche les principes du droit public (et que) l'arrêté de reconduite à la frontière datant de 1992 (NDLR : de Wumba Nzaki-Beautrain) était toujours en vigueur. Ce qu'elle sait bien aussi, cette préfecture si à cheval sur «les principes», c'est qu'avec un tel dossier, même le plus sévère des juges aurait rendu la liberté à cet homme pour que, justement, il se mette en règle.

Voilà donc ce que les Pasqua, Balladur, Chirac et compagnie ont fait de notre Etat de «droit». Eux qui depuis des semaines versent des larmes de crocodile sur les grosses misères de notre monde et n'ont pas de mots assez réconfortants à l'endroit des exclus en tout genre. C'était notre rubrique «Ça suffit les menteurs !».

Patrick Lemoine

LA DROITE au crible

EXPERT : Ce qu'il y a de bien avec ces gens-là, c'est qu'ils ne perdent jamais une occasion de se taire. Prenez Balladur, samedi dernier au Bourget. On ne compte plus les fois où il aurait mieux fait ce jour-là de la boucler. Un exemple, un seul. Lorsqu'il dit : «Je n'accepte pas que la campagne se transforme en compétition de démagogie», doit-on lui rappeler qu'aux lendemains de sa nomination à Matignon, il y a tout juste deux ans, il convoquait les télévisions afin que le pays sache bien qu'il prenait les lignes d'Air-Inter pour ses déplacements en province ? Bref, quand Balladur évoque la «démagogie», c'est un expert en la matière qui s'exprime.

CHAUFFARDS : Généreusement «habillé» par Balladur au Bourget, Jacques Chirac, faussement détaché, trouva, le lendemain, que les propos du Premier ministre-candidat étaient quand même «très agressifs et déplacés». Moralisateur à peu de frais, il ajouta aussi : «J'espère que c'est un dérapage». Bien. Or qu'entendit-on, quelques heures plus tard dans la bouche de l'un de ses hommes de main, Juppé ? Ceci : «Edouard Balladur a dit (...) qu'il n'est pas un professionnel de la politique (...) On n'a pas besoin d'amateurs par les temps qui courent !». Et après ça, ils voudraient qu'on les croit responsables et capables de conduire le destin de la France... Des chauffards, oui !



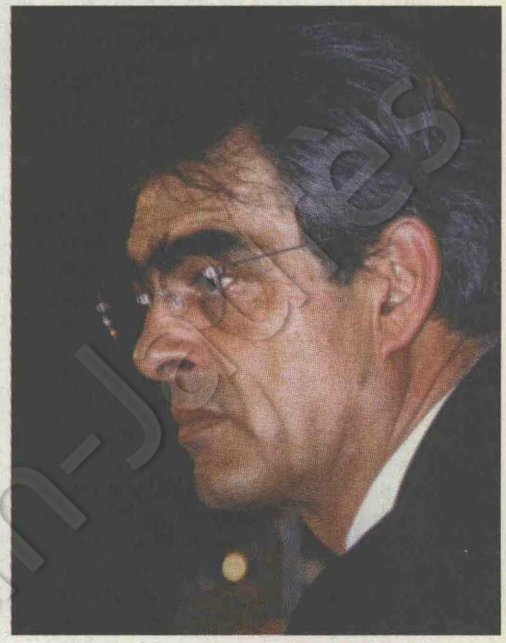
PAROLE : «Président de tous les Français (...), on pourra avoir confiance en ma parole». C'est toujours du Balladur dans le texte et ça ne date pas d'une semaine. Parfait. Alors ici encore un exemple. Pendant des semaines, lorsque l'affaire GSI couvait, ce cher Edouard prit ses grands airs et ne l'envoya pas dire à ceux qui, même du bout des lèvres, osèrent avancer qu'une clarification s'imposait. «Il suffit ! Je n'ai rien à cacher, cela n'intéresse pas les Français» se firent donc rabrouer à l'époque les téméraires. Résultat, une fois que «l'impôt» aux roses fut découvert ? 958 578 F versés au fisc en 1993 par cet «homme de confiance» dont 401 046 F sur les plus-values. Une «parole» comme ça, porte un nom : le «mensonge».

NATUREL : Imagine-t-on la scène : des tables dressées sous un vaste chapiteau et, à l'une d'elles, Balladur se sustentant- cet homme ne déjeune pas, il se sustente- d'un cassoulet et se désaltérant- non, il ne boit pas non plus, il se désaltère- d'un petit vin blanc de pays ? Imagine-t-on encore ce nanti au milieu de supporters scandant «Doudou président» être obligé de se fendre de quelques sourires et d'autant de poignées de main forcées ? Non ? Les gazettes nous rapportent pourtant qu'il l'a fait samedi dernier au Bourget. Elles nous disent aussi, notez-bien, que «le Premier ministre se (montra) moins patient à la tribune (et que) devant l'insistance de la salle (il) ne put s'empêcher de se montrer agacé, décontenancé.» Comme quoi, il ne suffit point de singer les braves gens pour être ce que l'on appelle «un brave homme».

REJET : Visitant la semaine dernière l'hôpital de Colombes, Chirac, suspectement devenu Jacques-Cœur depuis le premier de l'an, y alla, comme à tous les coins de rues désormais, de son couplet social. Devant un bel équipage de grands patrons médecins on l'entendit ainsi regretter que souvent, dans les hôpitaux, «on rejette (NDLR : dans le sens de refuser les soins) une personne qui, manifestement, n'est pas très sympathique à regarder.» Voilà bien un domaine, le rejet, où le maire de Paris en connaît un rayon. Demandez, par exemple, à tous ceux qui, vus les tarifs des loyers, ont été obligés de fuir la capitale ou de squatter des immeubles à usage spéculatif. Et par la même occasion, interrogez, si vous les retrouvez, ces Maliens qui un jour de 1987 se retrouvèrent dans un charter, chassés par Pasqua. Bien sûr que Chirac sait de quoi il parle : il était à l'époque Premier ministre...

JOSPIN À L'ÉL

Premier secrétaire et militant, Henri Emmanuelli a pris son bâton de pélerin pour entamer un tour de France au service de la candidature de Lionel Jospin. Multipliant les réunions depuis dix jours, il va à la rencontre des électeurs de gauche. Bilan d'étape.



Lionel Jospin a choisi de conduire une campagne calme et sereine. Qu'en pensez-vous ?

«Rien ne sert de courir, il faut partir à point». Les lièvres conservateurs sont partis comme des flèches, parce qu'ils avaient un compte à régler, un compte vieux de trente ans. Aujourd'hui ils s'étripent et c'est vrai que cette «querelle d'amis» occupe parfois le devant de la scène médiatique. Pendant ce temps, nous avons désigné démocratiquement notre candidat dans des primaires réussies.

Mais cela remonte au 5 février dernier ?

C'était la base sur laquelle il nous fallait construire et sans laquelle nous n'aurions rien pu envisager. Depuis, beaucoup de choses ont été faites. Le candidat a mis en place un dispositif de campagne. Il y avait un certain nombre de problèmes matériels qui devaient être réglés et qui l'ont été avec l'aide du Parti, notamment de sa trésorerie. Il fallait enfin que Lionel Jospin présente ses propositions. Après quinze jours de rodage qui ont permis au parti et à l'équipe du candidat de travailler à l'unisson, le dispositif fonctionne depuis plus d'un mois. Chaque jour Lionel Jospin va à la rencontre des Français. Sur le terrain, avec l'appui des fédérations du Parti, il anime des réunions où une forte mobilisation militante se manifeste. Et puis il y a ces grands rassemblements populaires où la gauche fait entendre sa voix, comme à Rennes, comme à Nancy et, bientôt, à Paris, à Montpellier ou à Bordeaux, ces milliers de personnes qui se pressent pour dire leur espoir, leur attente et leur joie de se retrouver.



Cela suffit-il ?

Cela ne suffit jamais ! Et il faut toujours envisager de mieux faire. Chirac, en disant tout, n'importe quoi et son contraire, semble avoir pris une longueur d'avance. Mais Lionel Jospin devance largement Balladur. Je suis donc certain que le candidat socialiste sera au second tour et peut l'emporter. Cela demande de la volonté, des efforts, des prises de parole, des polémiques, des débats. Bref, un esprit d'offensive, une mobilisation nécessaire.

Jospin doit donc multiplier les interventions ?

Ce ne serait pas une bonne méthode. Le rôle de Lionel Jospin est d'entraîner la gauche, de donner de nouveau -d'une certaine façon- la possibilité de «s'aimer» à une famille politique, trop souvent et jusque dans ses propres rangs, divisée. Qui plus est, les candidats n'ayant pas le don d'ubiquité, Lionel Jospin ne peut être partout. Il fait le maximum. C'est tout un parti qui doit le seconder, se mobiliser derrière lui. Je tiendrai moi-même une vingtaine de meetings jusqu'au premier tour. J'en ai déjà tenu une dizaine. Partout j'ai entendu, au travers des milliers d'hommes et de femmes que j'ai rencontrés, l'écho de nos propositions. Partout j'ai constaté la volonté renouvelée d'en découdre avec la droite et de démystifier les prétendues divergences de ses deux candidats. Partout j'ai vu quelle était la disponibilité de notre électorat, une disponibilité que nous n'avions plus rencontrée depuis trois ou quatre ans. Ce sentiment n'est pas seulement le mien. C'est une opinion que partagent les responsables du Parti qui, eux aussi, eux d'abord comme cela est normal, sont sur le pont. Aux quatre coins de notre pays se tiennent des centaines de réunions, de rencontres, d'animation et de dialogues qui illustrent -et c'est parfois une surprise- la vigueur de notre organisation. Véritablement je crois que nous démontrons ensemble qu'il n'y a pas de candidature crédible sans un grand parti pour la soutenir et qu'il n'est pas de grand parti qui, enthousiaste et uni, ne soit présent aux grands rendez-vous électoraux.

C'est donc un changement d'attitude parmi les militants et dans l'électorat ?

Oui, incontestablement. Après le choc des européennes, nous avons lentement comblé le déficit dont nous souffrions dans l'opinion publique. Les enquêtes le montrent. Il y a eu un redressement à l'automne, puis un nouveau palier a été franchi avec la réussite du congrès de Liévin et, enfin, il y a eu l'effet, certains ont parlé de «booster», qui a accompagné la désignation du candidat. Les résultats sont là. Nous sommes mieux accueillis sur les marchés, dans les rues, partout où nous allons. On nous écoute davantage. On nous demande nos tracts. Le message passe mieux. Notamment depuis que Lionel a développé les axes de son programme, depuis qu'il l'explicite et précise, jour après jour, ses intentions.

Mais le message de la droite passe bien lui aussi ? Notamment celui du maire de Paris.

Il n'y a pas de message de la droite. Il y a une attitude, une apparence, un jeu de rôles entre Chirac et Balladur. C'est un théâtre d'ombres limité au RPR et derrière lequel s'agitent Pasqua, Juppé, Sarkozy et Séguin. En fait, il n'y a strictement aucune différence, si ce n'est dans l'étendue du registre de la démagogie, entre les deux candidats de droite. Ce sont deux partisans indécrottables du libéralisme économique, deux champions de la régression sociale. Ils ont été formés à la même école, celle de Georges Pompidou, un conservateur cultivé certes, mais un conservateur quand même. Ils sont issus du même moule, sont membres du même parti, ont servi dans les mêmes cabinets, se sont retrouvés dans les mêmes gouvernements. L'un et l'autre ont proposé entre 1986 et 1988, puis entre 1993 et 1995, la même politique : la suppression de l'impôt sur la fortune, de l'anonymat sur les transactions d'or, de l'autorisation administrative de licenciement -qu'il faut réinstaurer- le bradage des entreprises nationales au profit de leurs amis, la remise en cause du système de retraite, la tentative d'instauration du Smic jeunes, la révision de la Loi Falloux, le moindre remboursement des médicaments, la baisse du pouvoir d'achat des salariés, l'abandon de la priorité de l'éducation, la montée de l'exclusion et du chômage. J'en passe et Jacques, comme Edouard, pourraient m'en souffler d'autres. C'est pour cela qu'il est inconcevable qu'un seul électeur de gauche puisse se retrouver dans ces deux hommes. C'est pour cela que la gauche va bien au-delà des 40 % dont on la crédite. C'est pour cela que je suis sûr que pas une voix ne manquera à Lionel le 23 avril, pas plus que le 7 mai.



Le rôle de Lionel Jospin est d'entraîner la gauche, et de la rassembler pour gagner.

A droite, le combat d'idées s'est donc transformé en un combat tout court ?

C'est le moins que l'on puisse dire. Avec eux, ce ne sont pas deux politiques qui s'opposent mais uniquement deux ambitions. Leurs deux «projets» puisque c'est ainsi qu'ils appellent les insultes qu'ils se lancent à la figure, sont rigoureusement identiques à un détail près. Il y en a un qui prône la continuité dans la continuité : la politique de M. Balladur avec M. Balladur. Et l'autre qui espère la continuité dans le changement : la politique de M. Balladur avec M. Chirac. Et rien de plus. Pour s'en persuader, il suffit d'ailleurs de voir la facilité avec laquelle leurs supporters respectifs changent de camp au gré des sondages, au risque de donner le tournis aux observateurs qui essaient de suivre leurs incessantes migrations. Je m'inquiète cependant de voir cette situation détestable perdurer -peut-être pendant plusieurs années- et la France ballotée entre ces deux hommes, privée d'Etat, de gouvernement et de service public.

COPIE PARTI SOCIALISTE

YSÉE, J'Y CROIS !

Et les socialistes ?

Ils ont un véritable projet. Ils n'éludent aucun des trois principaux débats qui devraient être ceux de la campagne et sur lesquels la droite fait prudemment silence. Le progrès social, parce que je suis persuadé que les femmes et les hommes de notre pays ont besoin, face aux nouvelles formes d'exclusion, d'établir de nouveaux droits, de dresser de nouvelles barrières pour les protéger de la précarité et non pas d'une loi quinquennale absurde «qu'officialise» la régression sociale et dont il faudra nous débarasser. La démocratie, qui, après trente ans de la Ve République, doit voir ses institutions évoluer, trouver un nouveau souffle pour se rapprocher des citoyens. L'Europe, que nous voulons continuer à construire, mais qui doit enfin faire émerger sa dimension sociale et ne pas demeurer un espace de libre échange, frileusement replié sur lui-même.

Comment y parvenir ?

Lionel Jospin, notre candidat, a développé un certain nombre de propositions. Le plus souvent, ces idées sont celles que le Parti défend. Pour le reste, il me semble normal qu'à une élection où il s'agit de se déterminer pour un homme -ou une femme- autant que pour une formation, la personnalité de celui qui défend nos couleurs, son caractère, son originalité puissent se faire entendre. C'est pour cela que j'ai toujours affirmé que notre candidat n'était ni le prisonnier, ni l'obligé, ni le porte-parole d'un parti, quand bien même celui-ci serait son principal soutien. De son côté, le PS ne doit être ni absent, ni oppressant. Toutefois il est évident que, pour les socialistes et leur candidat, qui fut longtemps leur premier secrétaire, il y a un certain nombre de principes auxquels ils ne peuvent déroger. Notamment, il faut nous tourner maintenant vers une vraie politique de redistribution.

C'est un mot qui revient toujours dans la bouche d' Henri Emmanuelli...

Oui, on me le reproche parfois, mais il est incontournable. C'est lui qui structure et provoque les innombrables conflits sociaux qui naissent actuellement. Il faut redistribuer l'emploi, bien sûr, qui doit être au cœur de tout débat sur l'avenir de la France, et qui implique à la fois une diminution significative du temps de travail vers les 35 heures -bien évidemment sans réduction de salaires. Créer des emplois de service public dans les nombreux secteurs où une demande forte existe, comme l'aide aux personnes âgées, l'environnement, les loisirs, l'insertion. Mener une réflexion sur une utilisation plus active, plus efficace, des crédits consacrés à l'indemnisation du chômage. Et puis, redistribuer au profit des salaires. La reprise économique doit profiter à tous, les bénéfices dégagés par les entreprises doivent être équitablement répartis et le travail mieux récompensé. Redistribuer pour favoriser la reprise, en relançant la consommation par une augmentation, chaque fois que cela est possible, des salaires, notamment des plus modestes. Redistribuer par une relance européenne s'appuyant sur un programme de grands travaux, de construction d'infrastructures de service public ou d'aménagement du territoire. Redistribuer pour une fiscalité plus juste enfin, parce qu'il n'est pas normal que certaines plus-values exorbitantes soient moins imposées que les revenus du travail, parce que l'impôt doit servir à réduire les inégalités et non à les aggraver comme l'a fait le gouvernement Balladur depuis deux ans. Et comme le propose pour demain le maire de Paris lorsqu'il souhaite supprimer la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu et réduire les droits de succession sur les entreprises. Avec le Laurel de l'Hôtel de Ville comme avec le Hardy de Matignon, c'est pire que si l'on supprimait une deuxième fois l'impôt sur la fortune. C'est un mauvais film qui ne me fait pas rire !



Oui, la redistribution, c'est le B-A-BA du socialisme, l'exigence minimale d'un esprit de gauche sincère.

Dans un pays de plus en plus riche et qui connait de plus en plus d'exclus, il faut savoir partager ?

Oui, c'est le B-A-BA du socialisme, l'exigence minimale d'un esprit de gauche sincère. Cette aspiration à une meilleure redistribution des richesses, nous la voyons monter de tout le pays. Elle s'exprime notamment dans la recrudescence des mouvements de grève qui se manifestent actuellement. À nous de savoir y répondre en leur offrant une perspective politique. Il faut établir un juste compromis entre efficacité économique et bien-être social. L'élection présidentielle nous donne l'occasion de prouver que cela est possible.

Les socialistes doivent-ils tirer d'autres enseignements de cette campagne présidentielle ?

Je crois qu'il y a un certain nombre de phénomènes cachés par le jeu de massacre au sein du RPR. Or ce sont des éléments de jugement importants.

Tout d'abord je remarque qu'en additionnant la droite extrême de M. de Villiers et l'extrême droite de M. Le Pen, sans oublier les partisans de la manière forte parmi lesquels recrute encore Charles Pasqua, il y a 20% d'électeurs -oui 20% on oublie trop souvent de le dire- que l'on berne en leur faisant croire que tous leurs maux disparaîtront lorsqu'ils auront chassé deux ou trois communautés de boucs émissaires, lorsqu'ils auront interdit aux femmes la maîtrise de leur corps et la possibilité de travailler, lorsqu'ils auront foulé aux pieds les libertés. C'est une donnée politique importante et qui pèserait fortement, n'en doutons pas, sur la politique des gouvernement de la droite si par malheur celle ci remportait l'élection du 7 mai prochain. C'est aussi un véritable danger qu'il ne faut pas oublier de dénoncer et de combattre. C'est pourquoi les socialistes, qui n'ont jamais renoncé à leur devoir de pédagogie, lorsqu'ils demanderont l'abrogation des lois Pasqua, le lendemain même de la victoire de leur candidat, organiseront un débat sur la nationalité et l'intégration, sur la sécurité et la ville, qui devrait faire s'enfuir les phantasmes et les délires. Je constate aussi, au vu des sondages bien sûr, et cela méritera d'être vérifié, un certain éparpillement des voix du camp du progrès parmi des candidatures sympathiques, mais qui ne sont le plus souvent que des candidatures de témoignage. Je crois que nous devons tenir compte de cette réalité et en tirer un certain nombre de conséquences. Plus que jamais, le rassemblement de la gauche et des forces de la transformation sociale doit être au centre de notre démarche. Nous en aurons besoin le 23 avril pour assurer à Lionel Jospin le meilleur score possible. Nous en aurons besoin le 7 mai, parce que, sans bons reports, il n'y a pas de victoire possible au second tour. Nous en aurons besoin au lendemain de la présidentielle pour reconstruire une gauche plus forte dont le pays a besoin en toute hypothèse.



Et puis il y a un troisième phénomène dont personne ne parle vraiment et qui, pourtant, est important. Après la présidentielle, il y aura des élections municipales et, je l'espère, législatives. Le résultat de la première conditionnera très certainement les deux autres, mais quoi qu'il advienne, ce sont des obstacles que nous franchirons avec ceux qui nous sont proches. Pour cela il nous faudra bannir tout hégémonisme, savoir écouter et dialoguer avec toutes celles et tous ceux qui agissent sur le terrain pour lutter contre l'immobilisme et faire reculer les inégalités, tendre une main fraternelle à tous ces militants qui partagent nos préoccupations essentielles et dont nous devons respecter la spécificité. C'est à tout cela aussi que nous devons nous atteler.

Que demander aux militants socialistes à deux semaines du premier tour du scrutin ?

Nous voulons gagner, nous voulons que Lionel Jospin succède le 7 mai prochain à François Mitterrand. Nous ne sommes pas là pour témoigner, ni pour préparer je ne sais quel lendemain plus ou moins lointain, mais pour remporter la victoire. Pour nous, l'exploit ne serait pas de se contenter d'être au second tour, mais bien de barrer la route à la droite et d'offrir à ce pays les nouvelles perspectives dont il a besoin.

Ce sera difficile mais nous pouvons y arriver. Pour cela il faut réveiller le souffle militant, dénoncer l'imposture dans laquelle la droite essaie d'enfermer le débat, et remettre cette campagne électorale sur ses pieds. C'est à chaque socialiste, à chaque section, à chaque fédération de se mobiliser, d'assurer partout notre présence sur le terrain, de remplir les salles, de diffuser notre matériel, de coller les affiches, d'assurer notre présence dans tous les bureaux de vote, d'aller voir les milliers de personnes encore hésitantes pour les convaincre, car ce sont elles qui feront l'élection et donc le succès. Contrairement à ce que certains pourraient penser, cette campagne est d'abord une campagne militante, une campagne de terrain, une campagne de parti. Je ne sais si les taxis de Solferino vaudront ceux de la Marne, mais la victoire est à portée de la main. Sachons ne pas la laisser s'envoler. Lionel Jospin à l'Élysée, c'est possible, moi j'y crois.



APRÈS DEUX ANS DE POLITIQUE INCOHÉRENTE

PANSER L'HÔPITAL

Entre des restructurations, une réorganisation des urgences et un malaise des personnels, l'hôpital public vit une crise d'identité et de fonctionnement qu'ont rythmée les grèves successives de ses personnels médicaux et para-médicaux depuis plusieurs années.

Cette crise d'identité s'est cristallisée dans la contradiction entre deux objectifs : développer un projet social nécessaire à une institution publique spécifique et coûter moins cher à la collectivité.
Cette opposition entre la préoccupation sociale et la maîtrise des dépenses prend une dimension particulière à l'hôpital public, lieu de l'égalité des soins et de l'excellence médicale.
L'hôpital public que nous connaissons est le plus récent des services publics : datant d'à peine 40 ans, l'hôpital actuel n'est qu'une juxtaposition de métiers divers et de catégories de personnels qui ne réalisent pas encore une communauté de travail solide.
A la différence d'autres services publics, il n'est pas en situation de monopole et se situe en concurrence avec l'hospitalisation privée, particulièrement développée en France.
Enfin, la crise de l'hôpital public ne peut être isolée de la crise globale des services publics.

Aussi, deux conceptions de l'hôpital public s'affrontent actuellement :
- L'hôpital-entreprise, qui privilégie la productivité et une gestion calquée sur les entreprises privées. Ceci ne peut être le choix des socialistes car l'hôpital a une fonction à la fois sanitaire et sociale. La santé ne peut être considérée comme un produit comme les autres : on ne gère pas un établissement de santé comme une entreprise automobile.
- L'hôpital garant du service public qui permet l'égalité d'accès aux soins et la prise en charge des plus défavorisés. Il est frappant de constater que l'accès aux soins des plus démunis passe actuellement par l'appel aux urgences. Lionel Jospin, dans ses propositions pour la France, l'affirme très clairement : "l'hôpital public sera défendu contre tous ceux qui le mettent en cause".
Cette approche sociale de l'hôpital public doit s'accompagner d'une nécessaire démocratisation et modernisation, que la loi de réforme hospitalière de 1991 a impulsée. Plus grande autonomie de gestion, meilleure association des personnels, planification décentralisée et concertée sont les points forts d'une loi dont les personnels hospitaliers ne voient pas encore les effets bénéfiques sur le terrain. D'autant que les annonces, par le gouvernement de M. Balladur, de fermeture puis de reconversion de 22 000 lits, ont traumatisé encore plus les collectivités locales et les personnels. Ils connaissent des conditions de travail difficiles et la revalorisation de leurs salaires par les gouvernements socialistes n'a pas eu de suite après 1993.
Il nous faut concilier trois exigences : la sécurité médicale, une meilleure utilisation de l'offre hospitalière et l'aménagement du territoire.
Plutôt qu'une planification hospitalière opaque, technocratique, excluant les élus et les acteurs de santé, comme l'a conduite la droite en 1994, il faut repenser l'hôpital en termes de réseaux sanitaires intégrant les CHU, les hôpitaux généraux, locaux, les cliniques privées, les alternatives à l'hospitalisation et la médecine de ville.
Cette organisation en réseaux offrira une meilleure répartition du tissu hospitalier, une sécurité accrue et un accès aux soins de proximité. Les propositions de Lionel Jospin, en insistant sur la défense de l'hôpital public, sur des mécanismes d'allocation de ressources modifiés en fonction de procédures d'évaluation, associent défense du service public et meilleure gestion hospitalière.

Claude PIGEMENT
Délégué national du PS à la Santé

Clientélisme ou solidarité

A droite, la chasse aux voix des médecins bat son plein. Après avoir tenté de soumettre les hôpitaux à une cure d'austérité en fixant pour 1994 un taux directeur insuffisant pour couvrir leurs besoins et mené une politique incohérente de fermetures de lits, Edouard Balladur fait actuellement marche arrière en annonçant que 1995 sera l'année "de la modernisation de l'hôpital public et de sa gestion".

Accueillant les deux candidats RPR, les médecins du Centre national des professions de santé n'ont pas hésité à critiquer les décisions "timorées et hésitantes" prises par le gouvernement pour tenter d'enrayer l'inflation des dépenses hospitalières. Mais ils ont réservé le meilleur accueil à Jacques Chirac qui affirme que le retour à la croissance devrait suffire à résoudre les difficultés. Les médecins hostiles à une maîtrise des dépenses de santé n'ont pas eu besoin de mode d'emploi pour décrypter ce discours clientéliste.

Les propositions de Lionel Jospin, elles, s'adressent au plus grand nombre : "Je sais que nombreux sont les hôpitaux publics qui ont fait de véritables efforts de gestion sans diminuer la qualité des soins (...) Si les mécanismes d'allocation de ressources étaient modifiés en fonction de procédures d'évaluation, il serait possible, sans dramatisations inutiles, de contenir les dépenses de santé. S'il est possible de mieux maîtriser leur évolution, je souhaite que les économies qui en résulteront soient consacrées en priorité à améliorer les conditions de remboursement et la protection médicale des plus vulnérables".

S.B.

3 QUESTIONS

LUCE LUCET, INFIRMIÈRE GÉNÉRALE

On a l'impression que le malaise s'accroît dans les hôpitaux. A quoi cela tient-il ?

L'hôpital change : les durées moyennes de séjour sont beaucoup plus courtes, on garde un malade cinq jours au lieu de dix, les soins vont plus vite, la charge de travail est plus importante, les rythmes s'accélèrent. D'où un problème d'organisation, qui est imputable à tout le monde. Les médecins ne peuvent plus ignorer les infirmières, mais ils n'ont pas encore compris qu'ils doivent travailler autrement.
C'est la course à la compétitivité d'un hôpital à l'autre. Non pas une émulation saine, mais un sauve-qui-peut, non pas un partage entre hôpitaux, mais le chacun pour soi.
Et puis, la crise, le chômage, l'exclusion pèsent sur l'hôpital, sur les malades comme sur le personnel lui-même, qui retrouve sur son lieu de travail les problèmes de l'extérieur.

Y a-t-il un problème de salaires ?

Pour les infirmières, qui sont passées de 5 700 F à 9 000 F pour les salaires de début, la question ne se pose plus. Mais les aides-soignantes sont mal payées, entre 6 000F au début et 9 000 F en fin de carrière.
Elles aimeraient qu'on reconnaisse leur travail. On oublie aussi les administratifs, qui sont très mal payés, 5 500 à 6 000 F. Ils ont accepté que les infirmières soient réévaluées et ils demandent qu'on pense à leur catégorie. En 1987, on manifestait parce qu'on avait 5 000 F par mois. Maintenant on vit une autre angoisse : celle du devenir de l'hôpital public. On ne se sent plus protégées.

D'où vient cette angoisse de l'avenir ?

On rend l'hôpital public responsable de tous les maux. S'il y a des déficits, c'est parce que dans les hôpitaux on travaillerait mal, on gèrerait mal... On a fait des efforts, on a fait des économies, et on nous considère encore comme responsables de ce qui ne va pas. On nous dit de soigner tout le monde, d'accueillir les exclus, d'assumer un rôle social. Très bien, on doit le faire. Mais en même temps on nous en refuse les moyens !
On ne peut pas tout faire, on ne peut pas tout accepter. Et, surtout, on ne veut pas d'un système à l'américaine.
La grande peur des personnels soignants, c'est la privatisation. On voit de plus en plus l'Assistance publique se restructurer, transférer au privé certaines activités. On veut nous sucrer des lits pour favoriser les grosses boîtes privées. L'angoisse des personnels hospitaliers, c'est de se demander à quelle sauce ils vont être mangés si la droite prend la totalité du pouvoir.

Propos recueillis par S.B.



GERARD FUCHS

SCHENGEN

Une liberté nouvelle à faire vivre

Au terme de dix ans d'effort, de dix ans de mauvaise volonté pour certains, au premier rang desquels Charles Pasqua, l'accord de Schengen est donc entré en vigueur dimanche dernier.
Il est la matérialisation d'une liberté nouvelle : celle de circuler sans entraves dans sept des quinze pays de l'Union européenne. Il est aussi une des premières manifestation "grand public" de la fameuse citoyenneté européenne introduite à l'initiative de Felipe Gonzales dans le traité de Maastricht.
Mais, à bien y regarder, l'accord de Schengen est aussi un révélateur pas toujours encourageant de l'état actuel de l'Europe. Tout d'abord, des quatre "libertés fondamentales" définies dans le traité de Rome -libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes- celle-ci aura été la dernière à se mettre en place.
Passer d'une Europe économique à une Europe politique au service des hommes n'est pas sans raison une revendication ancienne des socialistes !
Ensuite Schengen ne concerne en effet que sept pays. D'autres envisagent sérieusement leur adhésion. Mais la Grande-Bretagne, entraînant l'Irlande dans son sillage, fait preuve d'une hostilité résolue, soi-disant au nom de sa sécurité, en réalité du fait d'un réflexe nationaliste dont rien n'indique qu'il soit en voie de disparition. Cette attitude donne à réfléchir, à quelques mois de l'ouverture des travaux préparatoires à la Conférence inter-gouvernementale de 1996, qui doit renforcer les institutions européennes. Devrons-nous, l'an prochain, nous laisser encore une fois freiner par les Britanniques, ou ne faut-il pas envisager de continuer à avancer sans eux ?
Enfin Schengen n'est pas un accord au sens de l'Union européenne mais un accord "inter-gouvernemental" entre ses signataires. Brutalement parlant, c'est d'abord l'affaire des ministres de l'Intérieur, les parlements nationaux n'ont guère de moyens de contrôle et le Parlement européen encore moins.
J'ai toujours été résolument pour Schengen. Mais ma conception de la démocratie s'offusque des modalités de cet accord. Je souhaite que le futur traité européen l'intègre et intègre aussi le contenu de la Convention européenne des droits de l'Homme. Alors je serai tout à fait sûr que la liberté nouvelle conquise dimanche n'aura pour personne de contreparties négatives.

EX-YOUGOSLAVIE

LE SCÉNARIO DU PIRE EST-IL INÉLUCTABLE ?

Aujourd'hui, les forces gouvernementales bosniaques multiplient les offensives contre l'agresseur serbe. Dans le même temps, les négociations diplomatiques piétinent. Les risques d'embrasement généralisé n'ont jamais été aussi forts. Faut-il pour autant accepter avec fatalisme le scénario du pire ?
Au lendemain de la trêve de quatre mois obtenue en décembre dernier par Jimmy Carter, Alain Juppé proposait au Groupe de Contact une initiative qui était censée relancer les chances d'un règlement global du conflit. L'idée de base était claire : demander à Milosevic de reconnaître ses voisins dans leurs frontières internationales en échange de la levée de l'embargo.
En lançant cette démarche, le ministre des Affaires étrangères oubliait plusieurs choses. D'abord cette reconnaissance, même si elle avait été acceptée par Milosevic, n'aurait en rien réglé la situation sur le terrain, car les Karadjic, Mladic et autres tristes sires refuseraient d'abandonner du jour au lendemain cette "grande Serbie" mythique pour laquelle ils continuent encore atrocités et exactions en tout genre.

C'est le désintérêt qui entretient la guerre

Et puis resterait toujours en suspens la question de l'exécution du mandat de la FORPRONU, c'est-à-dire le désarmement des milices, le retour des réfugiés, le rétablissement d'un ordre civil et légitime. Il est ainsi bien difficile de ne pas comprendre l'exaspération des autorités croates qui redoutent un processus de chypriotisation dont la manifestation la plus criante est la présence sur leur territoire de 380 000 réfugiés, soit 10% de la population totale.
Alors quelle solution pour éviter le pire ? L'expérience a montré que lorsque la communauté internationale était prête à utiliser la force, les Serbes acceptaient à contre-cœur de négocier. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est un engagement accrû de la communauté internationale et, en premier lieu, de l'Europe pour que sa volonté devienne enfin crédible aux yeux de "toutes les parties en présence" notamment des agresseurs. La Tchétchénie le montre bien, c'est le désintérêt qui entretient la guerre.

Christian Castagna

BOLIVIE

Antoño Aranibar le pourfendeur des corrompus

La Ve Conférence annuelle du Groupe de Rio vient de se tenir à Paris. Le groupe andin qui y représente les pays les plus pauvres espère beaucoup de la Communauté européenne. Antoño Aranibar, ministre des Affaires étrangères de Bolivie nous éclaire sur la situation de son pays et de la région.

Le MBL*, dont vous êtes le principal responsable, est en position minoritaire au sein du gouvernement de centre droit issu de l'élection présidentielle de 1993. Est-ce une expérience positive ?

Oui, car dans les accords conclus avant l'élection nous visions à apporter le volet social qui faisait défaut aux politiques purement libérales des gouvernement précédents. Dans ces pays pauvres, le pacte de changement ne peut être que réformiste. L'économie s'est stabilisée à marche forcée. Le taux d'inflation est tombé au-dessous de 10% en mai 1994. Mais le déficit de la balance commerciale s'est accru et les dépôts bancaires en dollars montent en flèche. En outre, les Nord-Américains ont réduit l'aide financière dans la lutte antidrogue.
Le coût social est terrible pour ce pays de 6 millions d'habitants, dont 55% d'Indiens concentrés en majorité dans la région minière.10 000 fonctionnaires ont été licenciés. Les mineurs se reconvertissent dans la culture de la coca.
Pour mettre fin aux troubles sociaux, un accord a été signé avec les syndicats pour restructurer l'entreprise publique minière, la Comibol.
Le MBL pousse le gouvernement à faire sa priorité d'une profonde réforme structurelle en 3 points.

■ LOI DE PARTICIPATION POPULAIRE : Les communautés paysannes, sous tutelle depuis la colonisation espagnole, seront enfin juridiquement reconnues. Les municipalités créées jouiront d'une dotation de l'Etat de 20%. Des assemblées de quartier contrôleront la gestion dans les zones urbaines. Grâce à un système de capitalisation dans les entreprises publiques minières, 50% du capital iront aux salariés sous forme d'actions bloquées pendant 5 ans. Les 50% restants, sous contrôle administratif de l'Etat et de la société civile, seront destinés à l'action sociale et aux fonds de retraites.

■ RÉFORME DE L'EDUCATION : L'identité bolivienne est forte du pluralisme de ses cultures, de ses langues et de ses ethnies. Pour que vivent les valeurs du passé, les enfants apprendront à lire et à écrire dans leur langue maternelle (principalement le Quechua et l'Aymara). L'espagnol sera la langue de contact universel.

■ RÉFORME DE LA CONSTITUTION : Le but est d'assurer au pouvoir judiciaire son indépendance de créer un tribunal pour garantir les principes de la Constitution. L'équivalent de votre Cour des comptes, pour l'indépendance économique. Une Cour suprême -dont les 2/3 des membres seront désignés par le Parlement-, pour l'indépendance politique.

La récente Conférence du Groupe de Rio, montre que l'UE préfère s'entendre d'abord avec les pays les plus riches (Mercosur et Mexique). Qu'espérez-vous des présidences tournantes de la France et de l'Espagne ?

Le Groupe andin en attend une aide accrue pour la lutte antidrogue par un accord agricole qui ouvrirait une alternative à la culture de la coca. Et aussi une réduction des dettes.

La guerre dite invisible entre le Pérou et l'Equateur ne participe-t-elle pas d'une sorte de génocide des indiens ? Mais aussi d'un conflit économique ? Quelle est la position du MBL et votre propre marge de manœuvre ?

Le terme de génocide est très excessif. Ces pays ne visent pas à éliminer les populations indiennes. C'est une donnée supplémentaire. Le vrai problème est une question de territoire, vieille blessure historique. Un conflit économique est aussi possible. Il y a 50 ans, la Bolivie et le Paraguay croyaient que le Chaco recélait de grandes richesses. Résultat : trois ans de conflits envenimés par les grandes entreprises pétrolières, cent mille morts, pour...rien ! Nous œuvrons pour une négociation pacifique. D'ailleurs le cessez-le-feu est effectif. Des délégués du Groupe de Rio y veillent sur place.

Propos recueillis par Monique Bartholomeus

**Mouvement pour une Bolivie libre (issu d'une scission du MIR pour cause d'alliance avec le général Banzer). Il est allié à l'Internationale socialiste. Antoño Aranibar s'est présenté à la présidentielle au nom du MBL et de la coalition "Gauche unie".*

LES SALARIÉS ENTR

Invités-surprise, les salariés font une entrée remarquée dans la campagne. La multiplication des conflits sociaux contraint la droite à des contorsions électoralistes. La gauche renoue le dialogue avec le monde du travail.

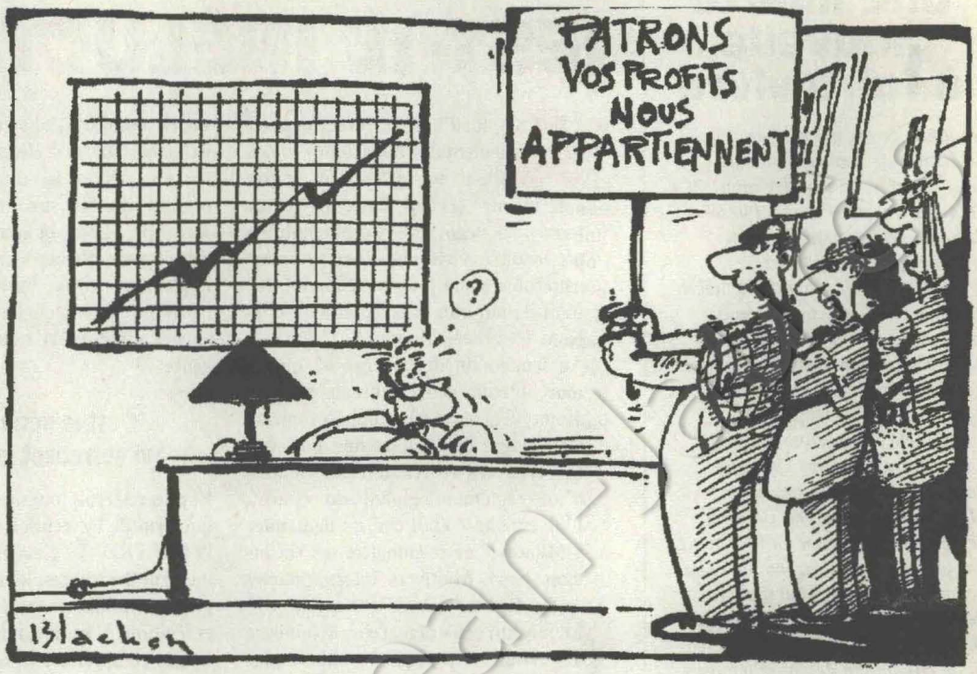


Image forte que celle du dialogue impromptu entre Lionel Jospin et les personnels de santé manifestant à Marseille, le 23 mars : «Moi, j'ai besoin de vous, mais vous, vous avez besoin de moi, de nous», lui a lancé une infirmière.

Un changement d'état d'esprit s'est produit ces derniers mois parmi les salariés. Après des années de rigueur acceptée au nom du redressement économique et de la lutte contre l'inflation, mais aussi sous la pression du chômage, ils font un retour en scène remarqué : les mouvements se succèdent depuis le début de l'année : GEC-Alsthom, les agents des impôts, les fonctionnaires corses, Air Inter, Renault, des dizaines de mouvements dans les PME. Le 30 mars la SNCF, la RATP, EDF-GDF... Paris renoue avec les manifestations printannières.

Les revendications sont variées : emploi, conditions de travail, salaires, refus des privatisations... Mais le fil conducteur, c'est l'aspiration à un autre partage, au moment où la croissance semble revenir et où s'étalent publiquement les excès de ceux qui ont profité de la crise. Le message des métallos allemands a été reçu cinq sur cinq.

Le ministère du Travail enregistre, dans ses statistiques de février, une pression réelle sur les salaires : un plus grand nombre de conflits et des augmentations plus importantes. Sans attendre, un certain nombre d'entreprises (Roussel-Uclaf, Péchiney...) ont pris les devants et accordé des augmentations supérieures à l'inflation prévue en 1995.

La droite, qui s'était engagée depuis mars 1993 dans une politique de déflation salariale, de compression du pouvoir d'achat et d'aide accrue aux entreprises, doit, au moins en paroles, tenir compte de cette nouvelle donne.

Jacques Chirac, tôt parti en campagne, a fait de la question salariale un argument anti-Balladur, en préconisant une hausse du salaire direct (déjà au programme de l'UPF en 93...), assortie d'une baisse des charges sociales. Ce qui lui permet des formules-choc («La feuille de paie n'est pas l'ennemie de l'emploi»). Mais il reste très évasif sur les transferts de charges que cela supposerait, et qui menaceraient la protection sociale. Quant au Premier ministre, après avoir, dans un premier temps, repris à son compte les conclusions d'Alain Minc proposant de consacrer les fruits de la croissance aux créations d'emplois plutôt qu'aux salaires, il a dû consentir à envisager de «faire quelque chose». Non sans peine : «Je ne dis pas qu'il ne faut pas augmenter les salaires». Reconnaissons à Sarkozy le mérite de la formule qui résume le tout, bien que destinée au seul Jacques Chirac : «démagogie électorale».

Face aux mouvements sociaux, le dispositif se met en place : le Premier ministre renvoie le problème vers les entreprises ; il dédouane ainsi l'Etat de ses responsabilités tout en assurant les salariés de sa «compréhension», comme son rival du RPR... Quant au CNPF, par la bouche de Jean Gandois, en se déclarant favorable à des hausses de salaires «dans les entreprises qui vont bien», il prend acte rapidement de la situation sur le terrain social tout en s'efforçant de circonscrire les revendications et d'éviter leur généralisation.

Dans un tel contexte, la gauche se trouve en position de pouvoir regagner l'écoute perdue du monde du travail. La conjoncture a changé : après la longue phase de modernisation et de redressement de l'économie qu'elle a dû assumer, dans un contexte économique international défavorable, elle propose aujourd'hui d'appuyer la relance par la consommation. Elle a aussi tiré les leçons des impasses libérales.

Lionel Jospin, entré tardivement en campagne -à son corps défendant- a placé d'emblée la question salariale au cœur de son programme en se prononçant pour «un partage des revenus plus favorable aux salariés». Il a ensuite précisé sa démarche : «La lutte pour l'emploi et la politique des salaires doivent aller de pair. Non seulement elles ne sont pas incompatibles, mais elles se renforcent». Et il vient de formuler des propositions concrètes : «coup de pouce» pour le Smic dès juillet, nouvelle politique salariale de l'Etat, réouverture des négociations dans un cadre plus large que les seules entreprises. Sur ce terrain, les salariés devraient faire la différence.

«La lutte pour l'emploi et la politique des salaires doivent aller de pair. Non seulement elles ne sont pas incompatibles, mais elles se renforcent.

De plus, seule la gauche exprime clairement sa solidarité envers leur action. Tant le parti : «soutien total aux revendications des salariés» que le candidat : il faut «réparer une injustice faite aux salariés», à «l'Heure de vérité» le 26 mars, ont manifesté sans hésitation leur appui.

Il est peu probable que les candidats de droite aillent jusqu'à encourager les luttes des salariés.

Raison de plus pour renforcer notre soutien aux mouvements en cours par des prises de position, des rencontres et des dialogues qui marqueront clairement la différence entre les défenseurs du monde du travail, les démagogues et les commis de la Finance.

Serge Briand

Tension en Lorraine

En appelant de leurs vœux la privatisation globale d'Usine-Sacilor, le directeur industriel de la Sollac, M. Serin, et M. Mer, pdg d'Usinor-Sacilor qui a précisé que «le plus tôt serait le mieux», ont suscité une levée de boucliers syndicale et politique.

Grâce aux efforts des 7 000 salariés et... des contribuables, la Sollac a pu dégager 35 milliards de marge brute d'autofinancement entre 1987 et 1994 et se doter des outils les plus performants du monde.

La fédération socialiste de Moselle a réaffirmé sa volonté de s'opposer à ce projet. Devant la Conférence nationale entreprises, Lionel Jospin s'est prononcé pour l'arrêt de la privatisation de la sidérurgie.

A l'appel du syndicat CGT, les mineurs des Houillères de Lorraine (HBL), organisent des débrayages et des manifestations pour appuyer leurs revendications salariales (500 F/mois et doublement de l'indemnité de logement), ainsi que pour s'opposer à un projet de filialisation des centrales.

A Nancy, 2000 agents d'EDF-GDF ont manifesté leur opposition à tout projet de privatisation. Il réclament également le comblement d'un retard salarial qu'ils estiment à 15% depuis 1982. cette revendication est exacerbée par la disparité des dernières augmentations : les dix plus gros salaires de l'entreprise se sont octroyés une hausse de 8,5% alors que les agents n'ont eu que 1,5%.

le ch

Les choux gras

BILAN 1994 POUR LES SALAIRES : + 2,2% (l'inflation est officiellement de 1,7%), le pouvoir d'achat a augmenté de seulement 0,5%. Depuis 2 ans, le partage entre salaires et profits n'a jamais été aussi défavorable aux salariés.

BILAN 1994 POUR LES PROFITS : hausse de 42% des bénéfices par action en France ! (25% en moyenne au niveau européen).

La capacité d'autofinancement des entreprises est de 130% aujourd'hui. Pour financer à 100% leurs investissements il suffit aux entreprises de puiser dans la masse énorme de leurs fonds propres. Plus encore, elles utilisent les 30% sup-

RENT EN CAMPAGNE

La carte du mécontentement





TRANSPORTS

La totalité des syndicats de la RATP ont décidé d'appeler les personnels du métro, du RER et des bus, à une grève de 24 heures le 30 mars, afin d'obtenir un calendrier de négociations sur leurs revendications salariales.
A la SNCF, même unité d'action (CGT, CFDT, FO, CFTC et FMC) et appel à la grève le 30 mars pour protester contre l'absence de dialogue social, le manque de moyens et d'effectifs, les menaces de privatisation pesant sur plusieurs filiales. Les personnels d'Air Inter seront également en grève, de nouveau, du 28 au 30 mars pour protester contre les suppressions d'emplois liées au regroupement avec Air France.

RENAULT

Les usines Renault de Flins, Choisy, Douai et Sandouville ont connu d'importants mouvements de grève à l'appel d'intersyndicales (CGT, CFDT, FO et CFTC). Le conflit, qui portait sur les revendications salariales, a touché un grand nombre de salariés. Ainsi, le site de Rueil (Centre d'études et de recherches, 5200 salariés) s'est vu occupé par 1500 techniciens et ingénieurs.
La direction a accordé une augmentation générale de 3% pour l'année 1995, soit de 4,5% en comptant les augmentations individuelles.
Les syndicats poursuivent la négociation, estimant que les propositions sont «très en dessous des attentes exprimées par les salariés» et s'appuient sur la poursuite de mouvements de grève et de manifestations avant une rencontre avec la direction prévue le 28 mars.
Ainsi, le 27 mars, plusieurs milliers de salariés ont manifesté à Sandouville, et plus de mille cadres et techniciens à Rueil. Le 28, une manifestation avait lieu devant le siège social de Billancourt.

CORSE

Au terme de cinq semaines d'un conflit qui a désorganisé l'île, le gouvernement a donné satisfaction aux fonctionnaires corses en acceptant de porter le taux d'indemnité de résidence de 1 à 3% du salaire brut. S'ajoute à cette mesure l'augmentation mensuelle de 255 F de la prime de transport.
Le 16 mars, 15000 fonctionnaires avaient défilé à Bastia.
Reste posé le problème de l'extension du bénéfice de ces mesures aux salariés du secteur privé, que réclament plusieurs syndicats.

BANQUE

Journée nationale d'action le 14 avril dans les banques et les Caisses d'épargne pour la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, à l'appel des fédérations CGT et CFDT et du syndicat unifié des Caisses d'épargne.

Les syndicats CFDT, CGT et FO de la Société générale appellent les employés à une action de grève le 13 avril pour les salaires et l'emploi.

SANTE

5000 aides-soignants, auxiliaires de puériculture et agents hospitaliers ont défilé à Paris le 14 mars, pour la quatrième fois en trois mois, pour une meilleure reconnaissance professionnelle. Des manifestations ont également eu lieu à Marseille.

PEC-RHIN

Au terme d'une grève engagée le 15 mars, les 257 salariés de PEC-Rhin (filiale de BASF et Elf-Atochem), qui réclamaient une augmentation de 500 F par mois, ont repris le travail. Ils ont obtenu 3,8% pour les salaires les plus bas et 1,8% pour les plus hauts.

MINES DE POTASSE D'ALSACE

Grève générale suivie par les 2700 salariés de l'entreprise qui réclamaient une augmentation générale de 416 F, soit +3,2% pour les salaires de base. Ils ont repris le travail après avoir obtenu 1,3% d'augmentation, assortie d'une série de primes, notamment d'une «prime de fin de conflit».

OTIS

L'intersyndicale CGT, CFDT, FO et CFTC du premier groupe d'ascenseurs en France (5000 salariés) a organisé le 16 mars une journée d'action et de manifestation pour protester contre les propositions salariales de la direction.

EDF/GDF

Les fédérations FO, CGT et CFTC d'EDF/GDF ont organisé six manifestations interrégionales pour la défense du service public du gaz et de l'électricité et contre toute privatisation. La fédération CGT de l'Energie a appelé à une journée d'action avec arrêts de travail le jeudi 30 mars.

POSTES

Des grèves tournantes se développent dans le Var, le Gard, les Bouches-du-Rhône, Lyon, le Loiret, notamment contre les suppressions d'emplois. Les postiers réclament des embauches et des mesures contre la précarité. 2000 d'entre eux ont manifesté à Marseille le 27 mars à la suite de l'agression policière contre un rassemblement de grévistes. Dans les Bouches-du-Rhône, 70 à 80% des postiers participent au mouvement.

SAVOIR PLUS

MÉTHODE BALLADUR

Le Premier ministre, qui vient de concéder aux fonctionnaires corses les augmentations qu'ils réclamaient, prétend que «les salaires n'ont pas été freinés dans le secteur public».
C'est oublier sa propre circulaire de décembre qui limitait les augmentations à 1,7%, soit le niveau de l'inflation.

CFDT

La difficile réélection de Nicole Notat à la direction de la CFDT est généralement mise au compte des problèmes de direction qu'a connus la confédération. Mais le nouvel état d'esprit revendicatif des salariés n'est pas étranger à l'exigence d'une plus grande combativité exprimée par les militants.

NÉGOCIER AUTREMENT

Dans un entretien à Libération du 20 mars, André Gauron, ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, estime que «dès lors qu'on est convaincu que les hausses de salaires sont devenues inévitables, tout le monde a intérêt à ce qu'elles se fassent de façon ordonnée. (...) Il faut rendre d'urgence son dynamisme à la négociation salariale de branche, en laissant cependant une marge de discussion aux entreprises».

LE COMPTE N'Y EST PAS

Un document des «Comptes officiels de la nation» annonçait pour 1995 une augmentation de 1% du pouvoir d'achat moyen des salariés, contre 0,5% en 1994 et 0,1% en 1993. Mais en 1990 la progression avait été de 2,1%. La productivité par salarié devant augmenter d'environ 4%, cela signifierait qu'en 1995 la part du salaire dans le total de la richesse ajoutée baisserait encore.

PRÉCARITÉ

Selon un document de l'INSEE et de Liaisons sociales, le nombre de contrats à durée déterminée a doublé entre avril 1982 et mars 1993, passant de 312 000 à 628 000. 70% des embauches se font actuellement par CDD.

PARIS/PROVINCE

D'après une enquête de l'INSEE Ile de France en 1993, l'écart des salaires entre Paris et la province s'accentue : en net, un salarié du secteur privé et semi -public gagne 12 550F en moyenne en Région parisienne et 9141 F en province.

Chiffre

des entreprises

plémentaires à des fins spéculatives, augmentant encore leurs profits. Et les salariés devraient encore se serrer la ceinture ? Alors que la productivité devrait augmenter de 4% en 1995, les salariés qui ont directement contribué à cette croissance ne seraient pas récompensés de leurs efforts ?
Tout cela est inacceptable. Et comme le montrent les mouvements sociaux actuels, le maintien du pouvoir d'achat et plus encore la revalorisation des salaires sont au cœur des préoccupations des Français : revendications légitimes qu'il faut porter haut et fort.

COUP de CŒUR et de CROC

REMAKE DE LA «SORTIE»

C'est vrai, c'était il y a 15 jours, le 19 mars à Montplaisir, mais on l'a vu, avec nos yeux, la «Sortie des Usines Lumière», rejouée par le gratin du cinoche. A la place des ouvriers, entourant Bertrand Tavernier, le président de l'Institut, c'était Claude Sautet, l'ancêtre De Toth, Stanley Donen qui ne chantait pas sous la pluie, Stephen Frears, Konchalovski, Claude Miller, Robert Parrish, Tachella, Girod, Rouch, Dieges ... Quel coup au cœur de les voir «in live», tout remués, se tenant par le bras, cent ans après le premier tour de manivelle du monde.

DES SOURIS ET DES CHATS

L'expo de la naissance de la célèbre BD d'Art Spigelman «Maus», dessinée en 1980 et traduite en 16 langues. Les souris sont les déportés juifs, les vilains matous, les nazis, entassés dans «Mauschwitz». C'est une dérision animalière terrifiante, à notre avis, plus effrayante encore que les commémorations rabâchées du «Cinquantenaire».
Fondation des Arts Graphiques, Hôtel Rothschild 11 rue Berryer, 75008 Paris, jusqu'au 9 avril.

POUR JEAN ZAY

Comment, sous le Front Populaire entre 1936 et 1939, un ministre éclairé, notre Jean Zay, a fait par ses courageuses acquisitions découvrir aux Français l'Art Moderne, peu prisé à l'époque. A voir à Orléans, grâce à Dufy, Bonnard, Picasso, Zadkine, Derain, Pascin et quarante peintres, cet hommage à Zay, plus tard assassiné par la Milice qui n'aimait pas l'art.
«Le Front Populaire et l'Art Moderne» - Musée des Beaux- Arts - Place Ste-Croix Orléans- Jusqu'au 31 mai.

HEIL! JUNGER

On appelle ça «controverse» ou «paradoxe», ce qu'on ressent de M. Ernst Jünger dont on «fête» les 100 ans. Célébrissime esthète guerrier, écrivain engagé, nationaliste, entomologiste, génie littéraire d'Outre-Rhin, officier d'Occupation à Paris, théoriquement anti-nazi, Jünger a écrit aussi des choses comme «ce qui se passait sous Hitler fait partie des potentialités humaines» et «Un allemand sain d'esprit est antisémite». Ce qui en fait un «controversé». Une émission, le 1er avril, lui est consacrée par Arte à 3h30. Laudative. Faut-il avoir cent ans et du génie pour qu'on gomme ce qui est gênant dans une bio ? A signaler que Céline aurait, lui, 101 ans ...

Télé Média — Si j'étais copain...

Si j'étais copain à Lionel Jospin, je lui dirais : «je suis assidûment ta carrière télé, et dimanche, j'étais avec un paquet de mômes à lorgner ta prestation à "L'Heure de Vérité". Tu nous as impressionnés. D'abord, un gosse a fait : "Hé, c'est en noir et blanc !". Faut dire que ton cher "croisé" gris, c'est pas le pied sur fond blanc. Tu étais sévère, crispé, l'œil grondant, le genre surgé que je te chope le fond de la classe si ça bouge, mains ancrées au pupitre, comme si tu nous engueulais. A la place de Duhamel, j'aurais eu les jetons, on aurait cru que t'allais le bouffer... En revanche, j'aime bien quand t'as les sourcils en l'air avec un quart de sourire. T'es là à la fois surpris, gentil et consciencieux. J'ai accroché une photo de toi parue dans "Libé", c'était à Neuilly-sur-Marne. T'étais derrière une vitre, attendri, tu regardais quatre petits noirs, c'était fondant. Dans l'émission t'as mis 20 minutes, avant le sourire. Mais mes copines de 14 ans s'extasiaient : "Qu'il est beau !". Là, j'oserais pas juger. L'une de renchérir : "Il était pas frisé avant ?" "C'est vrai, où sont passé tes bouclettes de chérubin ?»
Si j'étais copain à Lionel, je lui dirais : «Pourquoi t'es tourmenté en surtension ? A croire que tu penses "Poisse, dans 45 jours, le boulot pour 5 ans...". Regarde Mrg Gaillot qui a pourtant la même couleur de costard que toi, il sourit cool. Alors, gratte ton charisme caché, sors ta chaleur réservée. A la fin de l'émission, tu as écrit "Le vrai désordre c'est l'injustice". C'est vrai que tu ne fais pas désordre.»
Si j'étais copain à Lionel, je lui dirais : «Qu'est-ce que c'est que ce maquillage qui planque tes lèvres et les font minces comme une blessure à la hache ? On dirait que personne t'a fait répéter. Les médias, Lionel, c'est du show-biz. Sois pas étriqué, les bras collés. Posséder l'espace, ça s'appelle. Coince pas ton visage dans trois expressions. Tu me diras que Jouvet a réussi avec deux... Mais ton profil gauche en contre-plongée est très bon, volontaire, battant. "On dirait L'homme qui tombe à pic", fait une de mes jeunes téléspectatrices. Mais il faut varier les angles de caméra! Ça s'apprend, ces trucs. La télé, c'est technique de pro et feeling. Suffit pas de dire des choses justes. Faut passer la rampe ... D'autant que tes répliques font mouche. Mes gamins ont aimé ta façon de smasher les réparties, tu dois être sympa sur un court.
Si j'étais copain à Lionel, je lui dirais : «Te bile pas pour le débat avec Chirac au 2e tour ; pense bien au match Kennedy-Nixon et les raisons qui ont fait télévisuellement gagner JFK. T'auras pas de mal contre un type à qui "on n'achèterait pas une bagnole d'occasion", ainsi qu'on disait de Nixon en 60. Sûr que je lui dirais ça. Heureusement, je le vois dimanche à "Zone interdite". A la télé.»

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

dimanche 2 Arte, 20h40	«LA BOURSE EST LE NERF DE LA GUERRE» Soirée thématique. Tout sur les spéculateurs, boursiers, financiers et le monde de l'argent. Edifiant. Avec en prime un thriller bancaire (Raiders)
lundi 3 FR2, 20h30	«LA FRANCE EN DIRECT», Bruno Masure : Lionel en direct. Doit-on vous dire d'être fidèle au poste ?
mardi 4 FR2, 20h30	«RIO LOBO» d'Howard Hawks. L'ultime western de la trilogie «waynienne» du grand Howard (Rio Bravo, El Dorado).
mercredi 5 ARTE, 20h40	«LE FONDAMENTALISME EN QUESTION» dr. Ahmed Jahal (documentaire britannique). Le réveil islamique, le terrorisme, enquête suivie d'un entretien avec le grand islamologue Jacques Berque.



Cinéma — «Principio y fin»

Un film important. Un cinéaste majeur. Une œuvre baroque, désespérée, où l'on retrouve les principales obsessions de ce maître du mélodrame réaliste : dénoncer les dérives de la famille et de la religion et pousser les situations jusqu'à leur point de rupture... Après la mort de son mari, Ignacia, la mère, va confier à son fils Gabriel le soin de devenir «quelqu'un» pour sauver la famille et préserver sa respectabilité bourgeoise. Ses trois autres enfants devront se sacrifier pour payer ses études. Dans ce théâtre des pulsions, grâce à des plans séquences souvent tournés en intérieur, avec peu d'effets d'éclairages, peu de gros plans, Ripstein suit le chemin de croix de chacun des membres de cette famille qui s'autodétruit. Désirs incestueux, vols, prostitution, meurtres. Ce ne sont qu'amours sans espoir, rêves brisés, êtres qui déambulent dans des rues mal éclairées, dans des boîtes de nuit obscures. Cette descente aux enfers est adaptée d'un roman de l'Egyptien Naguib Mahfouz.
Le Mexicain Arturo Ripstein, auteur, déjà, d'une trentaine de films, n'a été découvert en France qu'au printemps dernier. La presse l'a surnommé «le fils de Buñuel», à la suite du choc de la sortie de quatre de ses principaux films aux titres éloquents : «Le Château de la pureté», «Ce lieu sans limites», «L'Empire de la fortune» et «La Reine de la nuit». Ripstein est le cinéaste des ambiances envoûtantes de la nuit, des situations cruelles, des pires recoins de la nature humaine et des êtres moralement torturés dont les tensions ne peuvent s'apaiser que par la mort.

C. P.

VU DE GAUCHE

VU DE GAUCHE HEBDO
CHAQUE VENDREDI, RETROUVEZ
Dominique Jamet, André Gauron, Eric Ghebali, Guy Konopnicki, Jean Poperen, Ranson, François Rollin, André Sainjon...

CETTE SEMAINE, DÉBAT SPÉCIAL PRÉSIDENTIELLES :
MARTINE AUBRY - NICOLAS SARKOZY

Offre spéciale réservée aux lecteurs de *Vendredi* : 3 numéros gratuits
Je désire recevoir, sans engagement de ma part, trois numéros gratuits de *Vu de Gauche*.
Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Bulletin à retourner à Vu de Gauche, 16, avenue de l'Opéra - 75001 Paris
Vu de Gauche, chaque vendredi, 10 F

le mot de

Record de droite depuis 1886

Bien que je ne sois pas encore inscrite au PS , (j'ai été en fonction dans l'Education nationale et estimais ne pas devoir m'affilier à un parti politique) je me suis permis de vous écrire en estimant qu'entre «Camarades», nous devons nous dire tout ce que nous avons sur -et dans- le cœur !
Fontainebleau est une ville fort agréable, mais qui est la commune qui vote le plus à droite depuis 1886, et qui présente une liste FN pour 19 000 habitants. C'est vous dire que les partisans du PS ne «se ramassent pas à la pelle» ! Par la grâce du scrutin actuel, il y a quand même deux conseillers municipaux socialistes, M. Laroche et M. Jaslet (celui-ci a connu notre candidat lorsqu'il était petit garçon). Le maire actuel et le député, tous deux «de droite», sont néanmoins des hommes actifs, de bonne compagnie, sans sectarisme, et bons défenseurs de leurs citoyens (dont ils savent, en ce qui me concerne, que je ne vote pas pour eux). Inutile de vous dire que la bataille présidentielle se fait ici essentiellement entre «balladuriens» : le député et un conseiller général (qui veut sa place et celle du maire) et qui, par conséquent est «chiraqien». On se demande s'il faut en rire ou en pleurer : pour une fois, je suis d'accord avec Pasqua, la campagne est «dégueulasse» !

Madame Martin
(77) Fontainebleau

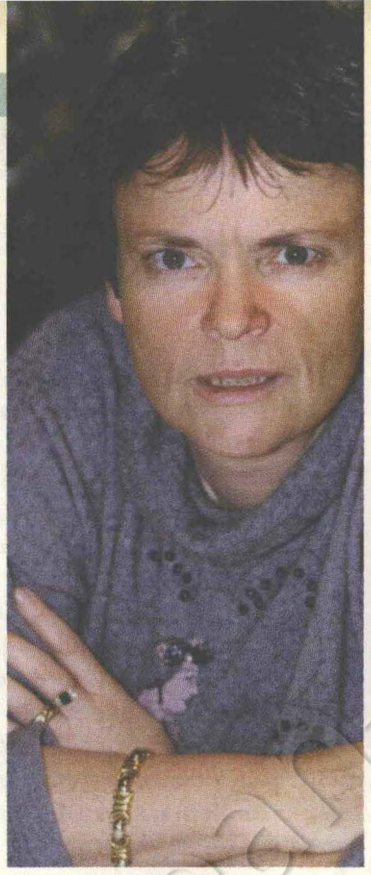
La paille et le grain

Si J. Chirac critique, depuis peu, la dérive monarchique de la Ve République, ce qu'il n'a pas fait à l'époque du Général De Gaulle et de G. Pompidou, L. Jospin propose la réduction à 5 ans du mandat présidentiel, réduction qu'il s'appliquerait à lui-même.
Quand E. Balladur suggère, en monarque éclairé «Faites-moi confiance, je m'occupe de tout», L. Jospin répond, en président-citoyen «Ayez confiance en vous, et attaquons-nous aux problèmes»
Quand J. Chirac et E. Balladur évoquent d'improbables économies de gestion dans la Sécurité sociale ou les dépenses hospitalières, L. Jospin propose d'étendre la CSG aux revenus du capital.
Quand divers candidats à la prési-

SYLVIE GEISMAR-WIEVIORKA. PSYCHIATRE

Avancer à pas mesurés

Peut-on sortir de la drogue ? Qu'est-ce que la méthadone ? Faut-il changer la loi ? Sylvie Geismar-Wieviorka, psychiatre responsable d'un centre de traitement de toxicomanes, publie un ouvrage [1] qui éclaire le débat.



Pourquoi se drogue-t-on ?

Il y a vingt ans, un drogué m'aurait répondu : «Parce que je rejette la société, parce que le monde est pourri, parce que le capitalisme me dégoûte.» Aujourd'hui le discours a changé, ici comme dans bien d'autres domaines. On ne peut plus penser comme en période de plein emploi. Aujourd'hui, les jeunes se mobilisent pour le droit au travail, alors qu'en 1968, c'était plutôt pour le droit à la paresse ! Aujourd'hui on voit plus de souffrance subie que de révolte. Et beaucoup de toxicomanes disent : «Je me drogue parce que je suis mal dans ma peau.»

Je préfère une politique de modération et d'expérimentation. Un peu plus de réduction des risques, un peu moins de répression

Le toxicomane est-il un malade, une victime ou un délinquant ?

On ne peut pas choisir entre ces trois aspects. Celui qui consulte le médecin accepte implicitement d'être un malade. On peut alors se demander si la toxicomanie est de nature psychologique ou si c'est un trouble de la chimie du cerveau. La cause est aussi de nature sociale, en relation avec les problèmes économiques, notamment dans les banlieues. Enfin, même en dehors du délit d'usage, un certain nombre de toxicomanes sont des délinquants. Ils commettent vols et agressions pour se procurer de la drogue.

Peut-on cesser de se droguer ?

Bien sûr ! Et certains sont tellement motivés qu'ils n'ont pratiquement pas besoin du médecin pour s'en tirer. Pour d'autres, il faut favoriser l'émergence de cette motivation. On estime à 150 000 le nombre de toxicomanes. Il en meurt 500 par an par surdose. Si vous ajoutez un peu de suicide, un peu de mort violente etc. et même avec les morts par le sida, vous voyez bien qu'ils ne meurent pas tous ! Beaucoup de gens ont été toxicomanes à un moment de leur vie et puis ont arrêté. Avec ou sans l'aide de professionnels, d'ailleurs. Cette réalité n'est pas très connue car les anciens toxicomanes ne se vantent pas, et les professionnels ont plutôt tendance à dramatiser la situation pour avoir de meilleurs budgets.

La méthadone est un produit de substitution. Quel est son principe d'action et quels sont les avantages de l'élargissement de son usage ?

L'idée est de remplacer l'héroïne, utilisée par voie intraveineuse -illégale, donc induisant la délinquance (il faut à peu près 30 000 francs par mois pour un consommateur moyen)- par un produit légal, gratuit et consommé par voie orale. La méthadone ayant un effet sur 24 heures, il suffit d'une seule prise par jour. En France elle est délivrée dans les centres de soins, sous forme d'un sirop épais qui, théoriquement, interdit l'injection. Et surtout elle est associée à un important soutien psychiatrique et social. En effet, toutes les études ont montré que ce n'est pas le produit qui est intéressant, mais la prise en charge simultanée. La méthadone a aussi le mérite indéniable de traiter ceux pour qui tout le reste a échoué.

Faut-il changer la loi de 1970 ?

Cette loi fait du simple usage des drogues un délit passible de prison. Or l'immense majorité des professionnels considère que ce volet de la loi est inutile, voire dangereux. Les toxicomanes incarcérés pour le seul délit d'usage sont rares (168 pour l'année 1994), alors que des milliers le sont pour des délits liés au besoin d'argent nécessaire à cette consommation. Si le délit d'usage était supprimé, le toxicomane qui serait poursuivi pour avoir agressé une vieille dame le serait parce qu'il est agresseur et non parce qu'il est toxicomane. Ce qui, du point de vue du traitement individuel, est d'un grand intérêt.

Vous préconisez de passer d'une politique du tout ou rien à une politique du plus ou moins. Qu'entendez-vous par là ?

Les toxicomanes ont souvent ce raisonnement : «Puisque je ne peux pas être totalement libre, je vais renoncer complètement à la liberté et être dépendant d'un produit». Beaucoup de projets de lutte contre la toxicomanie, curieusement, fonctionnent de même. Cela va du projet des 50 000 places de méthadone, qui vont régler le problème, à la guerre contre la drogue et à toutes ces rodomontades qui, dans tous les pays du monde, ont échoué.

Il est impossible d'éradiquer la drogue et de guérir tous les toxicomanes. Aucun pays comparable au nôtre n'a de résultat probant en la matière. A Zurich, ou bien on laisse tout faire dans un îlot précis et cela produit une microsociété abominable, ou bien on leur donne tout : héroïne, méthadone à la louche, etc. On passe du tout au rien. Juste ce qu'il ne faut pas faire. Je préfère donc une politique de modération et d'expérimentation. Un peu plus de réduction des risques, un peu moins de répression. Pour faire l'expérience du choix possible et, qui sait, de la démocratie.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) "Les Toxicomanes". Seuil. 220 p. 95 F.

es lecteurs

dentielle critiquent les hommes politiques qui sont des cumulards, L. Jospin propose une réforme radicale pour le non-cumul des mandats.

Quand divers candidats critiquent, à juste titre, les pollutions industrielles ou les déchets, L. Jospin propose la création d'une taxe pour appliquer le principe des écologistes : «pollueur-payeurs».

Quand certains parlent de la construction européenne et d'un rééquilibrage entre transport routier et transports en commun, Lionel Jospin propose, à l'échelle européenne, des grands travaux pour renforcer les transports en commun.

Quand E. Balladur désespère à 3 reprises la jeunesse avec la révision de la Loi Falloux, le Smic jeunes et la circulaire sur les IUT, L. Jospin lui redonne espoir en proposant des mesures incitatives à l'emploi comme l'institution du tutorat ou la possibilité d'effectuer son service national dans l'action humanitaire.

En somme, L. Jospin se donne les moyens de son projet politique, loin de l'immobilisme d'E. Balladur ou de l'activisme démagogique de J. Chirac, destiné à attirer un électorat populaire désorienté par la défection de J. Delors et l'inéligibilité de B. Tapie.

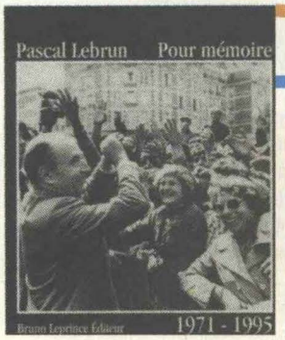
André Sillam
(77) Noisiel

Un guerre pour un royaume

Gérard Fuchs donne son avis sur les questions internationales, en particulier sur la Yougoslavie. Je dis bien, moi, «Yougoslavie» et non «ex» comme tous les médias et responsables politiques s'évertuent à le dire ou l'écrire. Car si la Russie soviétique a décidé elle-même de se dire «ex-URSS», je ne pense pas qu'il en soit de même pour la Yougoslavie dont le Parlement avait décidé démocratiquement en 1931 de désigner par ce nom «le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes» (remarquez qu'il n'était pas question de «Bosniaques», puisque ceux-ci sont en fait des Serbes ou Croates de confession musulmane en général ! Ce royaume dont les frontières avaient été fixées par les traités de Neuilly (1919), Saint-Germain (même année) et Trianon (1920).

Renée Wathier
(77) Fontainebleau

Vendredi



L'album souvenir en cadeau

UN AN 280 F

Abonnez 3 personnes et recevez «Pour mémoire» l'album de Pascal Lebrun

Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de «Vendredi» 10 rue de Solférino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des «Editions de l'an 2000» Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse

❒ Mme. ❒ Mlle. ❒ M.

Nom..... Ville.....

Prénom..... Code Postal.....

Adresse.....

..... Signature

RENDEZ-VOUS

31 Mars

M. AUBRY	Besançon (25)
C. BARTOLONE	Langon (33)
F. BREDIN	Rilleux (69)
J.C. CAMBADELIS	Rilleux (69)
M. DELEBARRE	Cassel (59)
C. ESTIER	Vernouillet (28)
C. FLEUTIAUX	Pouilly-s/Loire (58)
J. GLAVANY	Plaisance (32)
E. GUIGOU	Narbonne (11)
M.N. LIENEMANN	Niort (79)
P. QUILES	Bagnères (65)
S. ROYAL	Niort (79)
M. VALLS	Gard
D. VAILLANT	Avallon (89)

1er avril

C. BARTOLONE	Rodez (12)
J. GLAVANY	La teste (33)
J.L. MELENCHON	Clichy (92)
D. VAILLANT	Nevers (58)

2 avril

L. MEXANDEAU	Lessac (33)
D. STRAUSS-KHAN	Cournon (63)

3 avril

R. BADINTER	Le Pré St-Gervais (93)
J.L. COTTIGNY	Ariège
G. FUCHS	Aubusson (23)
M. MALVY	Soissons (03)
J.L. MELENCHON	Moulins (03)
D. STRAUSS-KHAN	Bordeaux (33)
H. WEBER	Montereau (77)

4 avril

C. BARTOLONE	Saint-Amand (18)
A. CLAEYS	Sud Charente
J. GLAVANY	Cazouls-lès-Béziers (34)
E. GUIGOU	Mulhouse (68)
M. MALVY	Sedan (08)
P. MAUROY	Colombes (92)
E. MITTERRAND	Capendu (11)
S. ROYAL	Toulon (83)
M. VALLS	Périgueux (24)

5 avril

M. DEBOUT	Versailles (78)
P. MOSCOVICI	Orthez (64)
P. QUILES	Meaux (77)

6 avril

M. AUBRY	Strasbourg (67)
R. BADINTER	La Rochelle (17)
R. BADINTER	La Roche s/Yon (85)
J.L. COTTIGNY	Chaumont (52)
G. FUCHS	La Voulte (07)
F. HOLLANDE	Riberac (24)
J. LE GARREC	Montreuil (93)
M.N. LIENEMANN	Lons-le-Saulnier (39)
J.L. MELENCHON	Château-Chinon (58)
S. ROYAL	Cahors (46)

7 avril

M. AUBRY	Créteil (94)
J.P. BEQUET	Montsoult (95)
Y. DAVANT	St-Germain (35)
M. DEBOUT	Lormont (33)
M. DELEBARRE	Amiens (80)
C. ESTIER	Blanc-Mesnil (93)
C. EVIN	Niort (79)
J. GLAVANY	Angers (49)
A. LAIGNEL	La Chatre (36)
M.N. LIENEMANN	Merville (59)
P. QUILES	Cardon Blanc (33)

8 avril

J. L. COTTIGNY	Argentan (61)
M. DEBOUT	Toulouse (31)
J. GLAVANY	Saint-Gaudens (31)
F. HOLLANDE	Libourne (33)
M. N. LIENEMANN	Marjevols (48)
J.L. MELENCHON	Leers (59)
D. STRAUSS-KHAN	Villeurbanne (69)

M. ROCARD	du 7 au 15 avril	Polynésie Nlle Calédonie
P. MAUROY	du 17 au 19 avril	Martinique Guadeloupe
L. LE PENSEC	du 19 au 20 avril	Guyane
J.F. MERLE	du 15 au 16 avril	Mayotte

Communiqué d'Henri Emmanuelli

Que Jean-François Hory retire sa candidature !

Jean-François Hory et son mouvement ont voulu que les idées de Radical soient présentes dans le débat présidentiel.

C'était une démarche légitime, même si les socialistes ont toujours estimé que le rassemblement de la gauche, dès le premier tour, devait être le plus large possible et pouvait se faire sans nuire à l'originalité de chacune de ses composantes.

Aujourd'hui, il apparaît clairement que la candidature suscitée par Radical n'a pas rencontré l'écho qui en était attendu.

C'est pourquoi je demande solennellement au président de ce mouvement de prendre acte de cette situation et de retirer sa candidature afin de participer à l'élan qu'autour de Lionel Jospin la gauche doit donner à cette dernière phase de la campagne électorale.

En favorisant cette dynamique, comme je le lui propose, il contribuera ainsi au succès des valeurs de justice et de progrès qu'il veut défendre et dont la voix doit se faire entendre au deuxième tour de l'élection présidentielle.

Vote par procuration

L'élection présidentielle, les 23 avril et 7 mai, tombe cette année en même temps que les vacances scolaires de Pâques. En effet :

- la zone A (Caen, Clermont-Ferrand, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Rennes, Toulouse, Grenoble) sera en vacances du 8 au 24 avril.
- la zone B (Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg) sera en vacances du 22 avril au 9 mai.
- la zone C (Bordeaux, Créteil, Paris, Versailles) sera en vacances du 15 avril au 2 mai.

Encore plus que pour les élections précédentes, il est donc important de bien connaître les modalités du vote par procuration.

La loi du 6 juillet 1993 autorise «les électeurs qui ont quitté leur résidence habituelle pour prendre des vacances, qu'ils soient actifs ou non, ceux qui établissent que des obligations dûment constatées les placent dans l'impossiblité d'être présents dans leur commune d'inscription le jour du scrutin» et ceux qui ont des raisons médicales avérées, à confier leur vote à un mandataire. Le code électoral n'énumère plus de façon limitative les citoyens autorisés à voter par procuration. Les retraités en vacances peuvent donc voter par procuration.

L'appréciation de la, ou des pièces justificatives qu'ils devront fournir pour l'obtenir, reste du ressort du Tribunal d'Instance ou, le plus souvent, des commissariats ou des gendarmeries.

Tout dépend d'abord de ce que l'on entend par "vacances". «Il va de soi que la notion de vacances implique une absence prolongée (...), c'est-à-dire un séjour de l'électeur loin de son domicile», précise une circulaire actualisée en décembre 1993, émanant du ministère de l'Intérieur. Il faut donc partir "loin" et "longtemps", notions toutes subjectives, pour obtenir une procuration.

La diversité des cas, poursuit ce texte, interdit de définir limitativement les justifications présentées par l'électeur. Celles-ci doivent être, cependant, «de nature à emporter la conviction».

MODALITÉS

Déposer sa demande

- Accompagnée d'une pièce d'identité, d'un justificatif de domicile récent ainsi que d'un justificatif d'absence. Les noms, prénoms, adresse, date et lieu de naissance de la personne à qui procuration est donnée. La présence de cette personne n'est pas nécessaire.
- Auprès du commissariat de police du secteur, à la gendarmerie ou au greffe du Tribunal d'Instance.
- A faire, au plus tard, deux semaines avant le scrutin, même si aucun délai légal n'est prévu. Les procurations étant expédiées par la poste en recommandé, mieux-vaut prévoir un délai suffisant.

Les justificatifs d'absence

- Pour les salariés : une simple lettre de l'employeur sur papier à en-tête, signée par l'employeur ou le service du personnel, avec le cachet de l'entreprise. Ou le formulaire administratif à retirer en mairie ou au commissariat et à faire signer par l'employeur.
- Pour les professions libérales et les retraités : toutes pièces justifiant le déplacement (billet SNCF, d'avion, facture de l'agence de voyages, contrat de location, réservation hôtelière, justificatifs de résidence secondaire, lettre d'invitation par la famille ou les amis, carte grise et permis de conduire pour les déplacements en voiture).
- En dernier ressort et à défaut d'autre document, on peut essayer de produire une simple attestation sur l'honneur.

PRÉCISIONS

Mandataire : Toute personne inscrite sur les listes électorales de sa commune, de n'importe quel arrondissement pour les grandes villes, peut être porteuse d'une procuration.

Le mandataire ne peut être porteur que d'une seule procuration établie en France, ou bien d'une procuration établie en France et une autre établie à l'étranger (auprès des autorités consulaires), ou bien encore de deux procurations établies toutes deux à l'étranger.

Durée : Le mandat doit préciser si cette procuration est valable pour l'ensemble du scrutin, ou seulement le premier ou second tour. Toute procuration peut être à tout moment résiliée. Une procuration est limitée à un seul scrutin. Exceptionnellement, elle peut avoir une durée annuelle.

Invalides : Les personnes qui ne peuvent se déplacer (infirme ou gravement malades) peuvent faire établir une procuration à leur domicile en formulant une demande écrite au commissariat de police ou à la gendarmerie accompagnée d'un justificatif (certificat médical, carte d'invalidité...)

Conseil : la plus ou moins bonne volonté des autorités habilitées à établir les procurations doit inciter, en cas de refus signifié par l'une des administrations, à réitérer la demande auprès de l'une des deux autres instances.

François Dagnaud

RÉORIENTER LA POLITIQUE DES TRANSPORTS

Lionel Jospin a souhaité consacrer une partie importante de son programme au «développement des territoires et à la qualité de la vie avec l'écologie». Il insiste particulièrement sur le problème des transports : «Je suis favorable à un meilleur équilibre entre le transport ferroviaire et le transport routier. Le transport combiné entre le rail et la route existe déjà en Suisse et en Autriche. Un projet existe pour la liaison entre la France et l'Italie. Je propose le lancement d'un tel plan de transport combiné dans le cadre du programme de grands travaux européens».

Habitant dans la vallée du Rhône, nous sommes quotidiennement confrontés au problème de la saturation des réseaux. De plus, le grave accident routier des Eparres (Isère), le déraillement d'un train de marchandises à la Voulte (Ardèche) et le blocus des camionneurs en juin 1992 ont mis à jour la nécessité d'une véritable politique de transports basée sur la diversification.

A cet égard, le colloque «couloirs saturés», organisé il y a trois ans par le conseil général de la Drôme, avait mis en exergue la nécessaire remise à plat des transports dans la vallée du Rhône, et le besoin de combiner ceux-ci afin d'éviter l'asphyxie, d'augmenter la sécurité et de limiter les risques et les nuisances.

En effet, si l'on parle de plus en plus, au niveau national comme au niveau européen, de transport, d'aménagement du territoire et d'environnement, il est étonnant de constater que l'usage du fleuve "Rhône" comme véritable moyen de transport est oublié (5% du trafic). Le Rhône est parfaitement navigable pour les gros pousseurs (15000 à 8000 tonnes) entre Marseille-Fos et Châlon-sur-Saône soit sur 229 kilomètres.

Simplement à titre de comparaison : un seul convoi poussé de 4400 tonnes comme il en passe parfois sur le Rhône équivaut à plus de 110 camions poids lourds de 38 tonnes qui représentent eux-mêmes une longueur de circulation de plus de 7 kilomètres !

Alors que de nombreux experts parlent de prochaine saturation des réseaux routiers et ferroviaires, il est aberrant de se priver des énormes possibilités de notre fleuve.

D'autre part, compte tenu de la saturation du couloir rhodanien, une législation pourrait classifier les marchandises en catégories qui correspondraient à l'un des modes de transports adaptés.

S'il est logique que des fruits et des légumes soient acheminés rapidement de

AGENDA

Déplacements de Lionel Jospin

1er avril	Blois
	Orléans
4 avril	Nantes
5 avril	Grenoble
7 avril	Avignon
8 avril	Limoges
10 avril	Pau,
	Orthez
12 avril	Toulouse
13 avril	Corrèze
15 avril	Finistère
	Morbihan
18 avril	Dijon

MEETING NATIONAUX

6 avril	Montpellier
13 avril	Bordeaux
18 avril	Lyon
20 avril	Lille

Déplacements et meetings d'Henri Emmanuelli

1er avril	Aurillac (15)
4 avril	Dijon (21)
6 avril	Valenciennes (59)
7 avril	Bayonne-Pau (64)
9 avril	Carcassonne (11)
11 avril	Metz (57)
12 avril	Villemomble (93)
13 avril	Fac de Paris VIII (Dauphine)
	Bordeaux (64)
14 avril	Marseille (13)
18 avril	Pontoise (95)
20 avril	Albi (81)
25 avril	Vannes (56)
	Brest (29)
27 avril	Grenoble (38)
28 avril	Mont-de-Marsan (40)
3 mai	Ste-Geneviève (91)

CARNET DE CAMPAGNE

Les sondages continuent à fleurir et... à se contredire si bien qu'on peut s'interroger sur leur fiabilité. Et quand on voit les médias tirer des conclusions d'une différence d'un demi-point entre Edouard Balladur et Lionel Jospin (alors que la marge d'erreur reconnue par les instituts eux-mêmes est de deux points) l'interrogation redouble.

Les mêmes médias qui consacrent tant de place à de simples estimations continuent par ailleurs à se plaindre que l'on n'évoque pas dans cette campagne présidentielle les problèmes de fond.

Mais quand Lionel Jospin présente, par exemple, comme il l'a fait lundi, un plan détaillé et concret pour le logement, on n'en trouve guère trace dans la presse.

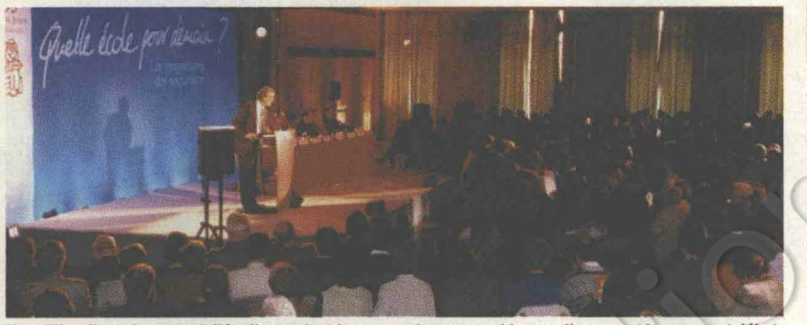
Celle-ci reste, en effet, comme fascinée par l'affrontement entre les deux candidats du RPR qui, il est vrai, a encore monté d'un ton ces derniers jours. Jacques Chirac, qui ne sait plus trop quoi dire, se déclare surpris de «l'agressivité» d'Edouard Balladur. Mais quand son principal lieutenant, Alain Juppé, qui est aussi ministre des Affaires étrangères, traite son Premier ministre «d'amateur» est-il vraiment plus aimable ? Le spectacle que donne ce gouvernement a, en tout cas, de quoi inquiéter et n'est pas de nature à rehausser son prestige au sein de l'Union européenne dont la France assume actuellement la présidence !

Face à ces querelles d'ambitions personnelles, Lionel Jospin développe une campagne de plus en plus dynamique qui lui permet de préciser ses propositions : sur les salaires et le social, samedi, à Saint-Etienne, sur l'école, dimanche, à la Mutualité, sur le logement et l'exclusion, lundi, au forum organisé par La Croix et France-Soir. Entre temps, il a fait une prestation réussie à l'Heure de vérité devant un plateau où se trouvaient tous les dirigeants du PS et un grand nombre de personnalités membres du Comité de soutien.

A moins de quatre semaines du premier tour, il est clair que la compétition entre les trois principaux candidats demeure serrée. Rien n'est acquis pour aucun d'eux, ce qui doit amener, à gauche, à accentuer la notion de vote utile en faveur de Lionel Jospin.

Claude Estier

POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION NATIONALE, LAÏC, DIVERSIFIÉ ET DE QUALITÉ



Un millier d'enseignants et d'étudiants, dont beaucoup de responsables syndicaux, ont longuement débattu, dimanche 26 mars à la Mutualité, des mesures à prendre pour défendre, développer, moderniser, transformer le service public de l'Education nationale.

"L'odeur républicaine de l'encre et de la craie" H. Emmanuelli

Il y a entre les socialistes et le monde enseignant, entre la gauche et les intellectuels, depuis l'affaire Dreyfus, une proximité, un voisinage, des habitudes communes qui font que l'avenir de l'école et de ceux qui y travaillent est depuis toujours pour notre parti une préoccupation réelle. Qu'on se souvienne de la séparation de l'Église et de l'État analysée par le jeune juriste Léon Blum publiant ainsi l'un de ses premiers ouvrages. Qu'on garde en mémoire Jaurès frappé à la Chambre, en janvier 1910, alors qu'il prononçait son discours "pour la laïque". Que l'on n'oublie pas non plus qu'en 1981 la droite nous avait laissé la force de frappe universitaire de la France dans le même état de délabrement que son appareil industriel !

Je me souviens de Victor Hugo, dans "L'année terrible" sermonnant pendant quelques centaines de vers l'incendiaire de la Bibliothèque nationale, lui reprochant son geste fou, évoquant la perte considérable des livres précieux partis dans les flammes, et le communard répondant au poète en un simple hémistiche : "je ne sais pas lire". C'est un peu cela notre défi pour l'école de l'an 2000. La culture, la lecture, l'éducation et l'enseignement sont aussi affaire de redistribution, et gardons cela à l'esprit lorsque nous parlons de la Gauche, de son espérance, de sa volonté de solidarité à ceux qui, ayant été rejetés du système scolaire, puis du marché de l'emploi, ont été exclus de la société. C'est à eux qu'il faut tendre la main. Ne les oublions pas sur le bord du chemin. Ayons un projet éducatif généreux. Avec Lionel Jospin à l'Elysée, cela sera possible. Je ne le crois pas. J'en suis sûr.

"Priorité à l'école" Lionel Jospin

Il faut préserver l'école de la République de toute privatisation rampante, la conforter comme un authentique service public, évidemment laïc, uni et diversifié, un service public de qualité et ouvert à tous. (...)

Si l'éducation doit redevenir La *priorité, l'urgence est encore plus grande dans l'enseignement supérieur. (...) Concilier la qualité et le nombre, défendre à la fois l'excellence et la diversité, introduire partout le contrat et l'évaluation, telles ont été et resteront les bases de mon action. (...)*

L'Université 2000 était le début de la rénovation universitaire : il faut entreprendre un nouveau volet. Il faut reprendre le plan social étudiant. (...) Sur la base de critères sociaux, tout étudiant qui fait preuve de sa motivation et de ses capacités à suivre des études supérieures doit voir ses moyens garantis. (...)

Les collectivités territoriales doivent participer activement au débat général sur l'université. Mais un trop grand transfert de compétences de l'Etat vers la région serait source d'inégalité. Si l'éducation supérieure et la création du savoir étaient soumises aux lois du marché ou à l'influence locale, nous verrions s'installer discrimination et situations de monopole. Il serait désastreux que les régions, pour de simples raisons de politique locale, créent de nouvelles universités. (...)

La réussite d'Université 2000 montre qu'il est possible d'améliorer les partenariats autour et avec les universités. (...)

Ma conception de l'enseignement supérieur comme service public est évidemment aux antipodes de celle de M. Pasqua : l'emploi qu'il a fait de l'argent public pour construire des locaux luxueux, réservés à un petit nombre d'étudiants qui payent des droits d'inscription très élevés, me choque ; c'est une véritable provocation pour l'université voisine de Nanterre, qui déborde d'étudiants et vers laquelle sa sollicitude aurait dû aller en premier. Je m'engage à faire en sorte que cette "université" soit intégrée à l'université de la République. (...)

bout en bout par route, ce n'est pas le cas pour des matières dangereuses ou des matériaux de construction, qui peuvent l'être par transports combinés (fleuve et route, rail et route). De plus, cela aurait comme avantage la réduction des nuisances dues au bruit. Le développement des containers facilite d'ailleurs la combinaison entre plusieurs moyens de transports.

Il serait donc logique que le Rhône actuel, mis à grand gabarit il y a trente ans, soit enfin utilisé dans le cadre d'une politique véritablement diversifiée des transports.

La diversification des modes de transports est aussi un gage de sécurité et de gestion économe et écologique du territoire.

Didier Guillaume
Conseiller régional Rhône-Alpes
Premier secrétaire fédéral de la Drôme

Communiqués

GUINEE CONAKRY

Le Parti socialiste français exprime son soutien à la marche de protestation organisée le 1er avril 1995 par les associations et partis politiques guinéens pour que soit respecté le droit de vote de Guinéens résidant à l'étranger, ainsi que le prévoit la loi fondamentale de la République de Guinée.

Il rappelle à cet égard que les Français résidant à l'étranger exercent ce droit élémentaire de citoyen, propre à toute démocratie, comme l'a souligné le délégué national à l'Afrique, du Parti socialiste, Guy Labertit, qui a reçu, le 25 janvier dernier, une délégation unitaire du RPG et du PRP.

Communiqué du Secrétariat national aux Relations internationales, 29 mars 1995.

BURUNDI

L'attitude du gouvernement français face à la situation au Burundi est à la fois incompréhensible et scandaleuse. Alors que l'armée porte la responsabilité de l'assassinat en 1993 du Président élu du pays, alors que sa pression en faveur de la restauration des dirigeants du parti unique d'avant la démocratisation est notoire, alors que la menace qu'elle fait planer de massacres à caractère ethnique est évidente, le Ministre de la coopération de notre pays se porte garant de sa loyauté et décrit son chef d'Etat-major comme "un homme extraordinairement bien" !

J'attends du Premier ministre Edouard Balladur qu'il désavoue son Ministre de la coopération et qu'il réaffirme le plein soutien de la France aux autorités légitimes du Burundi. Il porterait sinon une part importante de responsabilité dans le coup d'Etat qui se prépare à ciel découvert à Bujumbura.

Communiqué du Bureau national, 29 mars 1995.

LA BOUTIQUE DE



LA RADIO TUCKY

Pour les nostalgiques des années 50 et du métal chromé, cette radio est aussi belle à regarder qu'à écouter.

Sa carrosserie étincelante vous offrira tout en finesse la puissance musicale d'une grosse cylindrée. Existe en 2 modèles :

■ Gros modèle rouge métallisé
24 x 14 x 13,5 cm-Am/Fm
affichage lumineux des fréquences.

Prix 325 F TTC

■ Petit modèle Baby Tucky radio Fm
14 x 8,1 x 6,5 cm finition chromée.

Prix 199 F TTC



LE DATA BANK

Un classique indétournable de qualité américaine. Il est la mémoire synthétique et rapide de vos numéros de téléphone et des noms. Il tient les comptes et, grâce à son étui très pratique, il gardera précieusement votre carte de crédit.(dimensions 9 x 6 x 1 cm)

prix 179 F TTC



LE TEE-SHIRT "TOUJOURS PLUS SÛR"

Si vos convictions vous collent à la peau, vous serez parfaitement à l'aise dans ce Tee-shirt à porter en toutes circonstances :

Le Tee-shirt «TPS» **89 F TTC**

Les 2 Tee-shirts «TPS» **175 F TTC**

Offre exceptionnelle : Pour l'achat de 2 Tee-shirts le 3e offert.

3 BONNES RAISONS DE NOUS FAIRE CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception, vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception.
Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre Service Après Vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :
La Boutique de **Vendredi 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07**

Désignation des articles	Qtés		Prix unitaire			Prix total			
Exemple : TEE-SHIRT "TPS"	0	2	1	7	5 F	1	7	5 F	
Participation aux frais d'emballage et d'expédition						28F50			
Total F TTC									

Mode de règlement choisi
(merci d'écrire en lettre "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal ci-joint (chèque à l'ordre de CYBELLE)

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE COMPLÈTE (indispensable pour livraison)

VILLE

code postal **tél : (facultatif)**

Important : une facture acquitée sera jointe à votre colis LBDV04

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectification pour toute information vous concernant sur notre fichier.

Collection Jean-Luc

Vendredi

La boutique de Vendredi, c'est une sélection de produits exceptionnels aux meilleurs prix envoyés dans les meilleures conditions



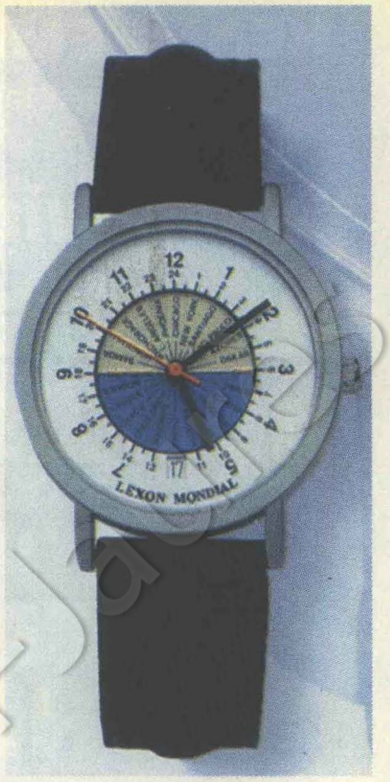
LA HOUSSE À VÊTEMENTS



Des vêtements
toujours impeccables !
Pour éviter le rangement
d'une valise classique
où vos habits se froissent,
nous avons choisi
cette housse à vêtements
en nylon très résistant.
Vous y rangerez sans les plier vos
robes, pantalons, chemises...
Une fois refermée,
vous la porterez
comme une simple valise.
(dimensions :58 x 49 x 12cm)

- Poignée en métal chromée
- Nylon traité gris anthracite

Prix 355 F TTC

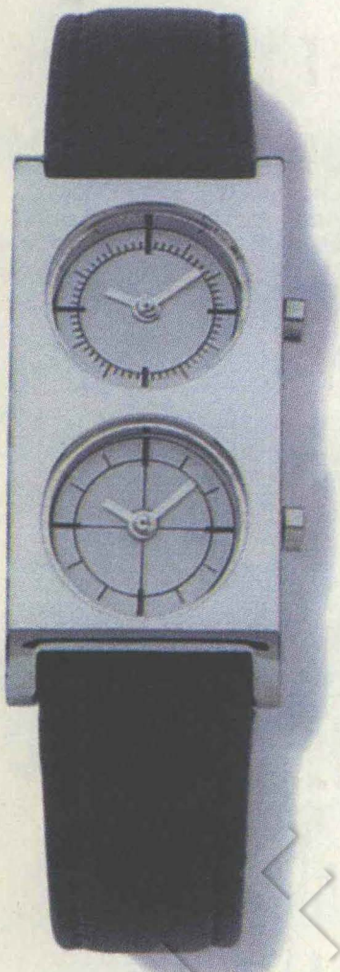


LA MONTRE MONDIALE QUARTZ

Pour faire le tour du monde
en 1 minute !
Qui sait si demain
vous n'en aurez pas besoin.
La montre Mondiale quartz
est très originale. Avec elle,
regarder l'heure devient un jeu.
De plus son prix est raisonnable
pour une qualité irréprochable.

- mouvement à quartz
- date du jour
- boîtier en acier brossé

Prix 325 F TTC

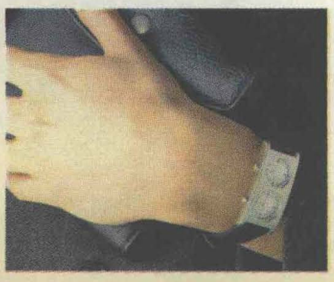


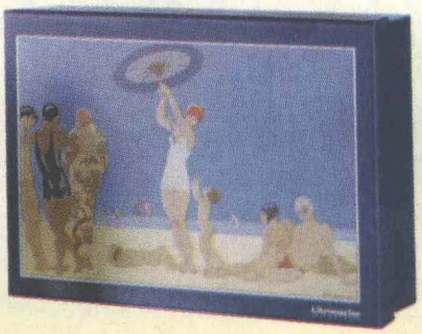
LA MONTRE JET LINE

Deux montres en une au design
raffiné. Grâce à elle vous pourrez
choisir de vivre à l'heure de Paris
et de New-York. Avec elle,
vous serez de tous les voyages...

Prix 499 F TTC







Le coffret Art déco

Pour vous, vos amis ou vos proches,
offrez ce superbe coffret «Art déco» contenant
une eau de toilette 125 ml, un lait pour le corps 250 ml
et un bain moussant 250 ml,
en flacons de verre illustrés d'imageries Art Déco.
Choisissez parmi les deux senteurs :

- Océane pour femme (coffret bleu) : **249 F TTC**
- Vétyver pour homme (coffret noir) : **249 F TTC**

Fondation Jean Jaurès



HENRI EMMANUELLI
Premier Secrétaire du Parti socialiste

BERNARD POIGNANT
Président de la FNESR

Vous invitent à participer au rassemblement national des élus

autour de

LIONEL JOSPIN

candidat
des socialistes
à l'élection
présidentielle

VENEZ NOMBREUX

Parc Floral de Vincennes
Hall de la Pinède

M° Château de Vincennes

Dimanche 9 avril de 10h à 13h

Collection privée

Nom : ..... Prénom : ..... Adresse : .....

❒ Je désire prendre contact avec la fédération socialiste de mon département.

❒ Je souhaite faire partie du comité de soutien à la candidature de Lionel JOSPIN

❒ Je souhaite aider le Parti socialiste, je verse la somme de ..... francs. (Chèque à l'ordre de l'AFPS).

A renvoyer à : PARTI SOCIALISTE, 10 rue de Solferino, 75333 PARIS CEDEX 07

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes sont déductibles des impôts. Une attestation fiscale vous sera adressée.